

TR 5 : Les résistances à l'intégration européenne

Session 3 - Action publique

Mécontentement partagé mais résistance peu structurée. Conditions de possibilité quotidiennes d'un mouvement étudiant européen face au Processus de Bologne

**Geneviève Genicot, genevieve.genicot@gmail.com
Doctorantes PACTE-Sciences Po Recherche, IEP de Grenoble**

- Merci de ne pas citer sans autorisation -

Nous abordons dans ce papier la question de la réaction étudiante¹ au Processus de Bologne², partie de l'intégration européenne. Ce processus a causé et cause encore des résistances dans les 45 pays où il s'est vu implanté. Comment se traduit cette insatisfaction ? Doit-on parler d'un mouvement étudiant européen ? Rien n'est moins sûr. La résistance semble en fait très diversifiée, en fonction de la réforme d'abord, qui diffère selon les pays, en contenu comme en calendrier ; en fonction des niveaux d'action publique ensuite, passant du niveau intergouvernemental européen au niveau national puis au niveau des universités et des facultés et départements internes. Nous allons tenter de comprendre pourquoi le lien se fait, ou non, entre des militants de différents niveaux et différents pays, sur une question commune, mais qui jusqu'à présent n'a pas soulevé les étudiants dans un élan commun, et a connu au contraire une juxtaposition de soulèvements nationaux.

Nous rappellerons d'abord quelques éléments sur le mécontentement face au Processus de Bologne et nous exposerons ensuite succinctement la méthode qui a été utilisée (dans une optique cherchant à dépasser la dichotomie entre études nationales et études européennes). Le développement du papier sera alors consacré aux raisons du manque de structuration européenne de la résistance à Bologne ; nous y soulignerons principalement le rôle de *l'environnement quotidien* et de la *culture de groupe* dans la perception des événements politiques, en particulier européens : un environnement quotidien qui situe la pensée militante dans un lieu, une configuration politique, un groupe social, des préoccupations immédiates et une culture de militance spécifique. Le papier tire ses conclusions de notre travail de thèse et utilise pour principaux exemples les pays qui y sont traités : Belgique, France, Italie et Portugal.³

¹ Précisons que l'objet d'étude est limité à la représentation étudiante élue, et éventuellement les groupes contredisant la légitimité des premiers, bref aux groupes intéressés directement à la gestion politique et administrative de l'université, excluant les mouvements uniquement politiques comme les jeunesses de partis ou les mouvements antifascistes, ou les mouvements seulement associatifs comme les organisations fournissant uniquement des services aux étudiants sans se présenter sur les listes électorales universitaires.

² Le « processus de Bologne » vise la création d'un « espace européen de l'enseignement supérieur » pour 2010. Sa traduction en France est la « réforme LMD (licence – maîtrise – doctorat) ». Différents documents jalonnent ce processus : *Déclarations* de la Sorbonne (1998) et de Bologne (1999), *Communiqués* de Prague (2001), de Berlin (2003), de Bergen (2005) et de Londres (2007). Tous ces documents peuvent être téléchargés du site officiel de la Conférence de Bergen : www.bologna-bergen2005.no (rubrique « main documents ») ou du site de l'ESU (ex-ESIB) : www.esib.org.

³ Thèse qui sera présentée en décembre prochain à l'IEP de Grenoble : « L'intérêt étudiant face à l'Europe. Etude comparée de la représentation étudiante en Belgique, France, Italie et Portugal dans le Processus de Bologne, 1999-2005 », sous la direction de Christophe Bouillaud.

PREMIERE PARTIE

1. UN MECONTENTEMENT GENERALISE FACE A BOLOGNE

Le mécontentement face à Bologne est présent partout en Europe. Qu'on se souvienne des mouvements de l'automne 2003 en France, qui brandissaient le chiffon rouge de la privatisation pour ameuter les foules contre le projet de loi Ferry, qui couplait LMD et autonomie des universités. En 2001, des cortèges d'étudiants italiens accusent le « 3+2 » de déstructurer les formations universitaires. Les revendications financières des Hautes Ecoles belges à la rentrée 2004 se font elles aussi dans le contexte d'une réforme bolognaise sous-financée en Communauté française de Belgique. Dans d'autres pays encore, des manifestations et mouvements divers ont lieu contre Bologne

Le *Bologna Black Book* témoigne également d'une insatisfaction quant à l'application de cette réforme européenne. Il est publié à l'occasion du sommet des ministres de l'éducation européens à Bergen, en 2005, par l'ex-ESIB (*European Student Information Bureau*) qui a récemment pris le nom d'ESU (*European Students' Union*). Dans ce petit livre de couleur noire, l'ESU, fédération européenne des étudiants reconnue comme interlocuteur officiel des institutions européennes, pointe les problèmes concrets posés par la mise en œuvre du Processus de Bologne, à travers une collection d'histoires ayant pour thème les abus et les implémentations dévoyées du Processus [ESIB, 2005b]. Sont entre autres dénoncés l'implémentation superficielle des crédits ECTS (*European Credit and Transfer System*), comme ci-dessous en Macédoine : dans les rares cas où leur fonction a été comprise par les administrations de ce pays, l'analyse de la situation mènent au constat d'une nécessaire réforme drastique, à laquelle peu souhaitent se plier. Ainsi la Faculté d'ingénierie de l'Université Saints Cyril et Méthode de Skopje, appliquant la méthode servant à exprimer en ECTS de la charge de travail réelle attendue de l'étudiant, découvre-t-elle qu'un étudiant de 1^{re} année devrait travailler 24 heures par jour pour atteindre le résultat qu'on attend de lui.

« Learning 24 hours per day in Macedonia!!!

The calculation and implementation of ECTS was and still is one of the biggest problems that faculties in Macedonia face. **Some thought that ECTS is a sort of a European loan system, since the term “credit” refers to “loan” in the Macedonian legislative. Others thought that the ECTS will introduce a new “European” grading system.** And there were those who when asked said that the ECTS has already been introduced at their faculties, referring to the requests from students for more frequent attendance of lectures, verified by professor's signature or more frequent use of tests for checking of knowledge throughout the year, where the student would get parts of the grade that at the end of the year as “credit” would give the final grade.

For those faculties who actually realised that the ECTS is a tool, which measures actual student workload, such as the Electrical engineering faculty at the “St. Cyril and Metody”-Skopje, when applying the method to express the real student workload, **it was discovered that a student in the first year of his/her studies has to spend more than 24 hours a day in lectures and studying in order to achieve the result which is asked from him/her. This was one of the reasons why after so many years of existence of the faculty a possible reason was discovered for the high repetition of a year and dropping-out rates. Curricular reform remains to be quite a challenge for all the faculties,** which started or are planning to start implementing ECTS, especially **since academic staff shows reluctance to “give up” parts of the learning material from their course, considering them essential and irreplaceable.** How the faculties plan to solve the problem with student overload, as the example shows, still remains a mystery!!! » [ESIB, 2005a : 10-11]

Dans le *Black Book*, la Belgique est critiquée en Communauté française pour la mise en œuvre des crédits ECTS et les frais d'inscription, en Communauté flamande pour l'attractivité ; la France reçoit un blâme pour la réforme des structures de diplômes ; l'Italie et le Portugal n'ont pas mis en place des mécanismes corrects de la participation étudiante et sont également critiqués pour la réforme des structures.

Malgré les critiques nombreuses qu'elle adresse finalement aux ministres et aux administratifs de chaque pays, l'ESU elle considérée par d'autres organisations européennes comme « collaborationniste » : en France SUD Etudiant (Solidaires, unitaires, démocratiques)

et la FSE (Fédération syndicale étudiante), le réseau à base allemande *Education is not for sale !*, une série de groupuscules communistes comme le Mouvement marxiste léniniste (MML) en Belgique, le syndicat suisse VSS-UNES (Union des étudiant-e-s suisses), bref les syndicats situés aux extrêmes, rejettent en bloc la réforme de Bologne, qui ne serait selon eux qu'un prélude à l'ouverture totale d'un marché de l'enseignement supérieur dérégulé, sonnait le glas de la massification et l'ouverture de l'ère d'une « société à deux vitesses », permettant aux seuls nantis d'accéder à la connaissance.

Lors de notre enquête de terrain auprès des représentants étudiants belges, français, italiens et portugais, nous avons saisi la même insatisfaction quant à Bologne, à tous les niveaux de la représentation étudiante : négociation de décrets utilisant Bologne à d'autres fins, destruction d'un système satisfaisant, réformes faites à coût zéro, augmentation des frais d'inscription et de la sélectivité des programmes, mise en œuvre bâclée des objectifs dans les Facultés, manque d'originalité des professeurs dans la refonte des cours – tout est sujet à critique.

Cette insatisfaction généralisée ne s'est pourtant pas jusqu'à présent traduite sous forme de mouvement étudiant européen. Reste à comprendre pourquoi.

2. METHODE

Afin de résoudre cette énigme, nous avons mené l'enquête dans les quatre pays déjà mentionnés : Belgique, France, Italie, Portugal. Afin de traiter à la fois les éléments européens et nationaux, notre étude s'est approprié les niveaux local, national et européen de la représentation étudiante, où le terrain a été réalisé de façon égale.⁴ Cherchant à dépasser les frontières des pays étudiés pour saisir les logiques transnationales, la recherche s'inscrit aussi dans l'idée d'une ethnologie multi-située [Marcus 1998 : 79-104], qui réfute la monographie signifiante pour chercher le sens d'un objet dans sa multiplicité géographique.⁵

⁴ Voici quelques-unes des organisations (les principales) qui ont été approchées par une ou plusieurs des méthodes mentionnées. Au niveau fédéral, en Belgique : la FEF (Fédération des étudiants francophones de Belgique), l'UNECOF (Union des étudiants de la Communauté française), la VVS (*Vlaamse Vereniging van Studenten*, Union flamande des étudiants). Au niveau national, en France, l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), la FAGE (Fédération des associations générales d'étudiants) ; en Italie, l'UDU (*Unione degli universitari*, Union des universitaires) ; au Portugal, le FAIRE (*Forum académico para a informação e a representação estudantil*, Fom académique pour l'information et la représentation étudiante), la FNESPC (*Federação nacional das associações de estudantes do ensino superior particular e cooperativo*, Fédération nationale des associations d'étudiants de l'enseignement supérieur particulier et coopératif), la FNAAESP (*Federação nacional das associações de estudantes do ensino superior politécnico*, Fédération nationale des associations d'étudiants de l'enseignement polytechnique). Au niveau local, en Belgique, l'ALG (Association générale des étudiants de Louvain), le BEA (Bureau des étudiants administrateurs de l'Université libre de Bruxelles), le CAU (Centre d'action universitaire des Facultés universitaires Saint-Louis, Buxelles) ; en France, les organisations du campus de Grenoble, notamment : UNEF, SUD Etudiant, Fac Verte, ATTAC Campus ; en Italie, les sections de l'UDU à Parme, Forlì, Reggio Emilia et Catane, les sections de la *Sinistra universitaria* (Gauche universitaire) à Bologne et Ancone, la section bolognaise d'*Azione universitaria* (Action universitaire), le collectif bolognais Anastasis, la section jeunesse de *Rifondazione Comunista* à Catane ; au Portugal, l'Association académique de Lisbonne (AAL), de Coimbra (AAC), de l'Université lusophone de Lisbonne (AL), la Fédération académique de Porto (FAP), l'Association d'étudiants (AE) de l'Institut supérieur technique de Lisbonne (AEIST), de la Faculté d'agronomie de l'Institut supérieur d'agronomie de Lisbonne (AEISA), de l'École supérieure João de Deus, de l'École supérieure de technologie du Polytechnique de Setubal (AEEEST), de l'Université indépendante de Lisbonne (AAUnI), de la Faculté de Lettres et de celle de Droit de l'Université classique de Lisbonne (AAFLUL et AAFDUL). La liste est non exhaustive.

⁵ Le terme d'*ethnographie multi-située* (*multi-sited ethnography*) n'est pas toujours employé comme nous le ferons ici, en référence à la multiplicité de lieux parcourus, mais plus globalement à une série multiple d'ancrages lors du travail de terrain. (Ainsi Ralph A. Litzinger, pour sa recherche *Other Chinas : The Yao and the Politics of National Belonging*, a-t-il effectué des séjours dans divers instituts de recherche, des observations lors de rituels taoïstes et de fêtes parrainées par l'Etat, tout en étudiant des textes d'ethnologues et d'historiens yao et han et en effectuant des entretiens avec ces derniers, ainsi qu'avec des membres du Parti communiste, des guides touristiques et divers photographes.) Nous utilisons pour notre part le concept surtout afin de marquer la **multiplicité de sites visités**, dans une acception référée aux réflexions de Vincent Mirza de l'Université Laval, qui rappelle que « pour ce qui concerne l'ethnographie multi-située, le terrain dispersé requiert une cartographie

Une telle étude n'a pu se faire qu'à partir d'une méthode qui « colle » à son objet : celle de la filature des militants, qui permet d'observer les liens (ou les non-liens) entre niveaux, et concomitamment pointe les endroits où le fil se casse, où donc le lien entre ces niveaux n'est pas fait. Nous avons donc « remonté » les pistes indiquées par les militants, d'un niveau à l'autre, d'un pays à l'autre, jusqu'à épuisement du lien – et ce de façon répétée, en reprenant chaque fois un nouveau point de départ, jusqu'à une saturation (probablement) satisfaisante.⁶

Nous avons mené plus de soixante entretiens avec des militants de tous niveaux, des dizaines de conversations informelles ainsi que des études intensives de terrain par observation participante, déclarée ou non, d'une heure à huit jours complets ; nous suivis des manifestations, des forums, des réunions étudiantes, visité les bureaux des organisations, etc., dans les quatre pays ainsi qu'au niveau européen, puisque y ont été étudiés en particulier la fédération européenne *ESU*, *European Student's Union* (autrefois *ESIB*), mais aussi les Forums européens de l'éducation et la partie étudiante des réseaux altermondialistes. Nous avons même obtenu l'entrée dans certains groupes sous une identité institutionnelle, ce qui lui a permis de vivre le rôle des acteurs afin de mieux les comprendre. L'autocritique permanente de l'implication ethnologique sur le terrain complète le dispositif méthodologique.

Vivant le quotidien des acteurs et partageant leurs réflexions, mais aussi simplement leurs cadres d'expérience quotidiens, nous avons pu appréhender leur perception de l'Europe et de la résistance à l'Europe, et spécifiquement l'ancrage contextuel qui la rend variée, et donc pas toujours évidente à coordonner. Doit-on parler de réseaux internationaux de résistance ? Comment s'organise une résistance apparemment identique lorsqu'elle concerne différents niveaux d'action qui peuvent la transformer du tout au tout ? L'élément manquant n'est-il pas le développement d'une conscience européenne « de fond » ? Mais est-elle possible sur un territoire aussi vaste et aussi multiple que celui de l'Union (et même au-delà, celui de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, qui couvre 46 pays, dépassant donc largement l'UE) ? Regardons d'un peu plus près cette multiplicité.

3. DIVERSITE DES APPROCHES MILITANTES DE BOLOGNE

Selon Arthur Bentley, « sans intérêt commun, pas de groupe » [Moessinger, 1991 : 16]. Chez les étudiants comme ailleurs, on assiste à un travail de construction de l'intérêt par des groupes spécialisés – les organisations de représentation étudiante –, qui portent des identités spécifiques et n'agissent pas toujours dans des logiques de coopération.

Partout des mobilisations se lèvent contre les phénomènes de changement de l'enseignement supérieur, contre Bologne et les phénomènes globalement qualifiables de « marchandisation » ou qui y participent (rationalisation, paiement, privatisation libéralisation, ouverture du marché, mise en concurrence avec recherche accrue de qualité, création de réseaux, fusions, financements croisés public / privé etc.), Bologne étant l'objet transitionnel entre le « vieux » système basé exclusivement sur le gouvernement de l'Etat Nation étatique et un nouveau système de gouvernance multi-niveaux peut-être en devenir.

Dans cette mer de petites et grandes mobilisations, quasi tous les représentants étudiants acceptent, de se classer sous l'étiquette « anti-marchandisation » lorsqu'elle leur est proposée en entretien. Il s'agit d'une formule médiatiquement efficace, d'un *frame* qui fonctionne assez bien car il permet au besoin de recouvrir des visions différentes ; il n'est d'ailleurs que la déclinaison « éducative » du *frame* qui dit « non à la marchandisation de tout », mis en place au moment où, peu avant Seattle (1999), le GATS commence à élargir

du problème, et l'étude vise à saisir les transformations empiriques du monde contemporain et en particulier les processus de la mondialisation. [...] le chercheur peut [...] suivre des processus, des dynamiques, etc. si bien que **le "site" est alors le processus lui-même**. On pourrait aussi penser à une recherche qui suit la formation et le déplacement de groupes antimondialisation et analyse leur logique interne, leur vocabulaire ou encore les négociations politiques en leur sein. » [Mirza 2002 : 11]

⁶ La notion de saturation reste cependant à nos yeux problématique, car comment la répétition des mêmes éléments dans l'enquête assure-t-elle le chercheur qu'il n'en a pas « manqué » d'autres ?

considérablement le spectre des activités traditionnellement concernées par le GATT, en touchant notamment les services comme l'audiovisuel [Crettiez & Sommier, 2002 : 529]. Le *frame* de l'enseignement non-marchandisé est flanqué d'un *frame* bolognais, les interviewés présentant pour la majorité une vision critique de Bologne et utilisant les expressions « Bologne » (Belgique francophone), « Bologna » (Belgique néerlandophone), « Bolonha » (Portugal), « il 3+2 » (« le 3+2 », Italie) ou « le LMD » (France) comme des points de référence réifiés voire démonisés. Comme la figure d'un ministre peut à un moment donné cristalliser une contestation, le mot de « Bologne » semble permettre la construction d'un discours négatif.

Ces deux *frames* ne signifient peut-être, cependant, rien d'autre qu'eux-mêmes. En effet lorsqu'on les creuse, les réponses passent rapidement de l'apesanteur conceptuelle à une réalité bien ancrée, et révèlent souvent l'appartenance à un groupe, à une communauté, à une géographie et à un positionnement politique. Si le *frame* autour de la marchandisation pose rapidement problème (on trouve des versions de la marchandisation très différentes selon le lieu où elles sont exprimées, comme en Sicile, où la marchandisation de l'éducation est interprétée comme l'intrusion dans l'université de forces politiques en collusion avec les intérêts financiers locaux), le cas de celui de Bologne est dès le départ encore plus problématique, s'agissant d'un *frame* multiple en fonction des appellations données au Processus dans les différents pays. Il n'est en effet pas certain que « le LMD » ou « il 3 + 2 » aient été perçus comme les traductions française et italienne du Processus de Bologne, puisque dans ces noms de réforme, généralement prononcés avec rage, le mot même de « Bologne » n'est pas présent. Il n'est pas interdit de penser que les individus puissent avoir une idée claire des racines européennes de la réforme nationale qui les touche, mais le contraire est aussi avéré, dans plusieurs cas où les interviewés le découvrent « en direct » durant l'entretien.

Ainsi de ces étudiants italiens qui après avoir parlé du « 3 + 2 », version italienne du Processus de Bologne, parlent de créer un réseau européen qui pourrait réagir à d'éventuelles « directives européennes » dans le champ de l'enseignement supérieur :

« Aussi parce que maintenant, on entre dans la Communauté européenne, **sûrement il y aura aussi des directives européennes au niveau de l'éducation, que déjà il y en a quelques-unes, mais disons qu'elles seront plus présentes, plus actives dans le futur.** Donc il faudra se préparer éventuellement si, à ces nouvelles directives, nous serons d'accord ou pas. [...] Et nous ne pourrons pas nous bouger seuls, de façon isolée, de l'Italie [...] »

Giuseppe Colasanto et Federico Lucarini, Bologne, association *Panta Rei*, section de la Faculté de Sciences politiques de la *Sinistra giovanile*, liée au mouvement de jeunesse du parti italien des Démocrates de gauche.

Le système ECTS où les crédits sont distribués sur la base de la charge de travail est critiqué exclusivement en tant que mesure de la « réforme Zecchino », même lorsque nous suggérons le lien avec l'Europe, ce qui démontre bien l'ignorance de cette dimension chez les militants :

« Giuseppe – [ironique] **Nous avons une réforme** qui réussit même, scientifiquement, à [...] quantifier le nombre d'heures de cours prévues pour un crédit. [...] Ils pensent savoir combien chaque étudiant devrait étudier pour acquérir ce crédit. [... ..]

GG – **Mais cette histoire des crédits, ce n'est pas un truc européen ?**

Mariano – **Je ne sais pas comment ça fonctionne dans les autres pays. Ca c'est la réforme Zecchino.** [...] **Avant la réforme Zecchino**, les matières étaient uniques, étaient un bloc unique. La matière, littérature italienne, était un bloc unique. Maintenant qu'est-ce qui se passe ? **Avec l'introduction de la réforme Zecchino, la matière « littérature italienne » n'est pas un bloc unique, mais une série de crédits.** »

Mariano, Salvo et Giuseppe, jeunesse du parti italien *Rifondazione comunista* à Catane et impliqués dans le Collectif de la Faculté de Lettres.

Par ailleurs, et c'est peut-être le plus important, les représentants nationaux et locaux, qu'ils connaissent ou non les racines européennes de Bologne, les éliminent souvent rapidement de leur propos pour ne considérer que l'aspect local, ou au mieux national de la réforme, et les problèmes techniques posés au système d'enseignement fréquenté. Debora, membre de l'Association étudiante de l'École supérieure de technologie de l'Institut polytechnique de Setubal (Portugal), insiste ainsi sur le passage des Polytechniques d'une structure 3+1 à une structure unique en 3 ans, avec compression et incertitude sur les

nouvelles charges horaires. Dans leur discours spontané, la majeure partie des représentants étudiants ont tendance à poser le niveau pertinent de traitement de Bologne là où ils agissent. Au Portugal par exemple, le faible niveau d'éducation général de la société se reflète dans le propos des étudiants, qui interprètent avant tout Bologne comme une « chance » pour leur pays de « faire mieux » :

« – Qu'est-ce que tu penses de la réforme de Bologne, dans l'intention, les objectifs ?
– [...] En France j'ai eu un training autour de Bologne sur les compétences formelles et non formelles. **Je crois que ça c'est bon pour le Portugal** : seulement 9% des Portugais ont un diplôme d'enseignement supérieur. Mais il y a beaucoup de gens qui travaillent et ont de l'expérience, savent faire, mais comme ils n'ont pas de diplôme, ils n'ont pas de forme de reconnaissance. [...] suite mise dans le chap 6 »
Pedro Colaço, président de la Fédération des associations étudiantes de l'enseignement supérieur polytechniques portugais.

Une version du slogan anti-marchand a même été adaptée au nom du premier ministre portugais à une certaine époque (Socrates) : « Socrates, aprende : o ensino não se vende » (« Socrates, apprends : l'enseignement ne se vend pas »). Un autre représentant commence par nous expliquer très en détail les problèmes posés par Bologne au niveau de son école polytechnique ; lorsque nous le lançons sur les thématiques européennes, il se « souvient » que ces problèmes locaux sont causés par le Processus de Bologne – mais c'est pour revenir tout de suite à une vision nationale de la chose, comme ses collègues :

« – Si je te dis « enseignement supérieur et Europe », qu'est-ce que ça t'inspire ?
– Enseignement supérieur européen ?
– Enseignement supérieur et européanisation.
– Ah ! La question du Processus de Bologne et tout ça... Oui **pour nous c'est une plus-value**. Quand la formation que tu as dans ton pays est reconnue de la même manière dans ton pays et dans les autres pays de la Communauté européenne [...] et il y a des pays qui font partie du Processus de Bologne et qui ne font pas partie de l'Union européenne, **c'est très bon [...] pour nos étudiants [...] aussi pour les professeurs**. [...] Donc je pense que nous avons tous à gagner, l'enseignement supérieur a à gagner avec la question de l'uniformisation de l'enseignement supérieur européen. »
Rui Ramos, président de l'Association étudiante de l'Ecole supérieure de technologie de l'Institut polytechnique de Setubal (Portugal).

Les responsables des fédérations belges disent peu ou prou la même chose, à savoir que Bologne et les dossiers internationaux restent de l'ordre du « très global » avant qu'ils n'adviennent réellement dans le quotidien militant, où il prendra une forme concrète :

« **tout au début, quand Bologne c'était un truc qui semblait loin, comme ça, on se rendait compte que beaucoup d'étudiants savaient parce que c'était**, mais maintenant que c'est vraiment quelque chose qui est dans les journaux, toutes les semaines, pour lesquels on a fait une grosse manif, [...] là y'a vraiment une demande des étudiants, et à partir du moment où ils sont demandeurs, ben ils sont réceptifs »
Emmeline Soupart, détachée permanente de l'UNECOF, Union des étudiants de la Communauté française de Belgique.
« **tout le monde [tous les Conseillers fédéraux] pourra te dire qu'il en a déjà entendu parler [des thèmes internationaux comme l'AGCS], et il t'expliquera peut-être pas en détail ce que c'est**, mais en tout cas **il pourra peut-être te dire certaines choses dessus et avoir une idée globale, très très générale**. Maintenant, plus, effectivement je pense qu'on a tellement-- [de sujets à traiter que c'est difficile]. »
Sahra Vanhosmael, présidente de la FEF, Fédération des étudiants francophones de Belgique.

L'exemple à Grenoble du mouvement d'octobre-novembre 2005 contre les prestations pédagogiques de l'Université Pierre Mendès France, que nous ne pouvons développer en détail ici, a également été vécu par les étudiants comme une lutte purement locale, dont le lien avec le sous-financement de la réforme LMD n'a été mis en évidence que par des individus isolés et non entendus. Le seul élargissement envisagé du mouvement était national.

Le *framing* peut donc cacher un vide de sens commun. Les phénomènes étudiés – Bologne et la marchandisation, qui s'étalent sur trois niveaux, et ne sont visibles en tant que tels que d'un point de vue très macro – sont pensés par chaque individu d'une façon spécifique, puis remis en perspective selon un *frame* extrêmement large, qui semble à la fois efficace (celui des slogans, celui qui hante les forums, qui préside aux accords fragiles sur lesquels sont bâties les rares manifestations et les journées européennes d'action commune

comme celle contre l'inclusion de l'enseignement dans l'AGCS qui, le 13 mars 2003, a joint diverses initiatives dans plusieurs pays, de façon effective mais cependant relativement discrète) mais aussi très fragile (sous le vernis commun, les points de référence sont vraiment divers).

Il semble qu'il faille conclure en pointant le danger de l'impossibilité d'un mouvement global tant que n'est pas réalisée la conscience commune que des phénomènes similaires se déroulent partout. Cette vision pessimiste augurerait d'une étanchéité probablement fatale des mobilisations, chacun restant enfermé dans sa perception locale. Comment les nombreux foyers d'activisme étudiant ne constituent-ils pas une force de contestation plus importante, qui défende plus efficacement, contre le « tsunami » de la régulation par le marché, le modèle d'enseignement supérieur que le mouvement étudiant des années 1960 et 1970 avait contribué à mettre en place ? Pourquoi les nombreuses initiatives existantes – celles de la fédération européenne ESU, interlocutrice étudiante reconnue de l'UE ; les Forums européens de l'éducation qui se sont tenus en 2003 et en 2005 en marge des Sommets de Berlin et Bergen – ne sont-elles pas plus visibles, plus médiatiques ? Et surtout, comment expliquer que leur efficacité reste somme toute relative, si l'on considère de façon globale les changements menés à plein régime dans l'enseignement supérieur ? Pourquoi n'existe-t-il pas de « Greenpeace des étudiants » ?

Pour répondre à ces questions, après nous être ici « débarrassés » de la notion de *frame*, le « risque d'évaporation graduelle du terrain » [Neveu, 2005] qu'amène cette notion ayant bien été mis en évidence par l'enquête, nous allons construire une autre approche théorique utile.

4. DIVERSITE ANTHROPOLOGICO-POLITIQUE EN EUROPE : ET SI LA REPRESENTATION ETUDIANTE EUROPEENNE N'ETAIT QU'UN MOT ?

Nous réalisons un découpage opératoire qui pointe avant tout *les identités sociales et culturelles, le type de sociabilité existante au sein des groupes, les habitudes de mobilisation qui les caractérisent, la façon qu'on a d'y être et d'y vivre*. Les notions de « routine » ou de « ligne de conduite » développés par Erving Goffman correspondent bien à certains aspects que nous rangeons sous l'idée de « vécu » des groupes. Selon E. Goffman, « la définition de la situation projetée par un participant déterminé fait, le plus souvent, intégralement partie d'une projection réalisée et entretenue par la coopération intime de plusieurs participants » [Goffman, 1973 : 79]. Décrivant le travail en équipe, E. Goffman explique que les équipes doivent comme les individus effectuer un travail pour garder la face du projet entrepris. On peut considérer les groupes étudiants sous cet angle, dans la mesure où l'idée d'une « équipe » leur est le plus souvent congénitale : la plupart des groupes étudiants sont élus précisément sous forme d'équipe, et se présentent généralement comme porteurs d'un projet, au moins au cours de la compétition électorale, et souvent après l'élection. Dans cette dynamique, l'ensemble des militants est sollicité à mettre en œuvre une même routine, à construire une même ligne de conduite autour d'une façade commune, à ne pas rompre le charme, dans l'idée que personne ne vendra la mèche à propos de l'entreprise commune (de conquête du pouvoir, de réalisation d'un objectif, etc.) [Le Breton, 2004 : 116]. Ainsi, « les efforts dramaturgiques de chaque membre tendent à montrer que les choses sont bien ce qu'elles prétendent être. » [Le Breton, 2004 : 116] Dans notre cas, on considérera en particulier comment, dans la pratique quotidienne peu questionnée, sont déterminés le sens et l'attention donnés aux dossiers européens ou mondiaux. A côté de l'éventuel questionnement direct des militants sur la place qu'ils accordent à ces sujets internationaux, nous verrons comment, dans le quotidien militant, une place est ou non donnée à ces sujets, et ce de façon « toute naturelle ».

E. Goffman insiste en effet beaucoup sur l'implicite social : « l'intelligibilité des conduites et leur reconduction se fonde sur la confiance des autres membres de la société censés partager les mêmes convictions et les mêmes modes d'emploi à propos des principes qui commandent l'action. Cette trame de confiance alimente les activités pratiques des

individus. La vie sociale repose sur une somme infinie d'« éléments tenus pour acquis (*taken for granted*) construisant la normalité des circonstances. » [Le Breton, 2004 : 153] Dès qu'un grain de sable bloque la machine, le sociologue peut observer comment les acteurs réagissent à cette perturbation et s'en tirent. Au cours de l'enquête, nous avons donc pratiqué le *breaching* (déstabilisation expérimentale des routines), mais les acteurs commettent bien souvent eux-mêmes des impairs, révélant par là la logique implicite de fonctionnement des groupes. Ce que Goffman souligne finalement c'est, dans un contexte social déterminé (pour nous, dans le cadre de différents groupes de militance étudiante), la routinisation de la vie quotidienne avec sa succession d'implicites. La « routine » peut donc être entendue comme un ensemble de règles d'action allant de soi.⁷

Les notions développées par E. Goffman permettent également d'approcher les routines de l'interaction entre représentants étudiants et pouvoirs institutionnels, lisant d'une façon originale les rapports entre groupes d'intérêt et pouvoir, puisque cette approche considère finalement les acteurs en interaction comme toujours partenaires du maintien de l'interaction. Des idées comme celles de mimétisme institutionnel peuvent de ce point de vue être approchées de façon inédite : le mimétisme ne provient-il pas de la volonté des acteurs de se rapprocher dans l'interaction, d'adopter le même langage ? Dans un cas de non mimétisme, l'interaction est plus difficile, plus chaotique, un autre cadre d'interaction doit être construit (et étudié). La même remarque vaut pour les coopérations entre groupes, qui sont notre objet principal : comment sont construits les rapports entre cultures militantes de nature diverse ? Le concept de routine n'oblige donc pas à cerner le groupe comme une entité fermée à l'extérieur, mais au contraire comme une entité qui a ses règles de fonctionnement entrant ensuite en contact avec celles d'autres groupes ou contextes extérieurs. Et dans le contact de ces deux univers pétris d'implicites, des phénomènes intéressants pour le chercheur ont lieu.

Ces concepts ne sous-entendent nullement que le groupe ne modifie jamais ses comportements (vision statique), mais que les changements seront effectués, soit de façon implicite dans l'acceptation tacite, soit selon un processus de « critique en règle » des règles, dans un cadre prévu pour cette critique, ou enfin dans une interaction nettement plus conflictuelle qui, mettant en jeu les routines, met en jeu le groupe. Ils permettent donc de ne pas tomber dans un biais où amène rapidement la notion de culture.

L'idée d'une « culture organisationnelle » d'une « culture de groupe », ou encore d'une « culture politique », s'approche cependant aussi de la réalité à cerner ; nous utilisons ici le terme générique de culture.⁸ Cette notion a donné lieu à d'innombrables définitions en sciences sociales. Ce sont en particulier les anthropologues qui ont nourri la réflexion sur la culture. Depuis le tournant sémiotique en anthropologie impulsé par les travaux de Clifford Geertz, on envisage volontiers la culture comme un système de signes, ce que nous ferons ici. Geertz refuse de confondre la culture avec les cultes et les coutumes, et l'assimile plutôt aux « structures de compréhension » par lesquelles les hommes donnent forme à leur expérience [Geertz, 1973 : 312]. Il met l'accent sur les « procédures » ou les « programmes » qui font la culture : plus que de comportements concrets, la culture est faite de *recettes*, de *règles*,

⁷ La « ligne de conduite » est un concept voisin de celui de « routine », désignant l'ensemble de comportements qu'aucun individu impliqué dans l'interaction ne trahit. Le travail des acteurs dans l'interaction est au service de cette ligne de conduite, qu'il faut réparer en cas d'impair afin d'éviter à quiconque de « perdre la face » dans l'interaction.

⁸ L'on peut utilement se référer à la définition que donne Philippe Braud de la culture politique comme « ensemble de connaissances et de croyances permettant aux individus de donner sans à l'expérience routinière de leurs rapports au pouvoir qui les gouverne, et aux groupes qui leur servent de références identitaires. » [Braud, 2000 : 267] Braud dit aussi comment la culture politique stimule la construction d'un lien social plus imaginaire que réel, en suggérant l'existence d'un passé commun, de valeurs supposément partagées, en proposant des tâches à accomplir ensemble. Il semble que le coeur de ce que nous observons se trouve bien là : la question du rapport au gouvernement européen, ainsi qu'aux groupes de représentation étudiante participant de la construction des identités militantes. Cependant, se limiter à une définition aussi étroite de la culture ne nous apporterait aucun avantage spécifique, et qu'il vaut mieux s'en tenir à l'idée de culture comme système de signes. Cette approche large nous permettra de désigner aussi bien le langage que la classe sociale, le passé militant ou les habitudes de tous les jours, sans nous restreindre directement aux éléments politiques du groupe.

d'*instructions* permettant de limiter l'anxiété intellectuelle, la souffrance affective et l'impuissance morale [Geertz, 1973 : 44, 104 et 108]. Sa vision insiste sur l'impossibilité de l'interaction sociale sans le partage, par les individus, d'un même système de *signification*. On rejoint ici les analyses de la socialisation l'expliquant notamment par les nécessités de la vie en société, qui exige « l'acquisition de langages communs et de références partagées, l'assimilation de codes de comportements qui rendent les relations moins imprévisibles, donc moins problématiques. Tout cela suppose un apprentissage fondé sur des frustrations et des renoncements. » [Braud, 2000 : 277] Les phénomènes de socialisation et d'acculturation, qui sont transmission en mouvement de la culture et sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici, sont également en jeu dans l'objet étudié.

Le concept de culture reste d'un usage difficile en raison du biais « culturaliste » où le chercheur peut facilement tomber, fasciné par la différence humaine. Pour se convaincre que la différence culturelle entre groupes ne peut à elle seule expliquer les difficultés de coordination de ces groupes, il suffit pour de regarder les travaux d'Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier. Ils ont montré comment le processus de constitution du Forum social européen de Paris en 2002 a obligé les organisations participantes à coopérer et à limiter les conflits, favorisant les liens entre elles et induisant un effet apaisant⁹, bien que ces organisations constituent un « champ multi-organisationnel », c'est-à-dire un « ensemble d'acteurs en mouvement, rassemblés autour d'objectifs qui, s'ils se donnent bien souvent pour communs, n'en recouvrent pas moins concurrences et oppositions » [Fillieule & Blanchard, 2005 : 290]. Dans le même ouvrage, Dominique Cardon et Olivier Fillieule insistent sur la fonction intégratrice du FSE 2002 : « En permettant à chaque groupe d'exprimer sa singularité, ces espaces constituent des lieux de socialisation au double sens d'apprentissage et de construction de sociabilité qui facilitent la cristallisation "du" mouvement altermondialiste en France. » [Agrikoliansky & Cardon, 2005 : 22] L'exemple du FSE suggère que dans le cadre de la constitution d'une arène commune, les différences puissent être surmontées et un lien créé entre des organisations aux cultures diamétralement opposées. Même si l'on ne voit pas pourquoi soudainement des militants français de niveau local, rompus à la protestation de rue et s'estimant rétribués notamment par le plaisir que leur procure la lutte idéologique sans moyens contre les autorités locales, soudain se transformeraient en lobbyistes européens de l'intérêt étudiant qui iraient rencontrer la Commission européenne et prépareraient leurs réunions en anglais dans de grands hôtels aux quatre coins de l'Europe – même si donc l'être a tendance à persévérer dans son être, le fait de vivre un quotidien différent ne devrait pas entraver toute possibilité de coopération. C'est pourquoi, même si notre papier entre plutôt en résonance avec les travaux d'anthropologues américains en tant que « conteurs de différence » comme les nomme Yves Schemeil [Schemeil, 1985 : 273], nous explorerons donc d'autres facteurs pour répondre à la question d'une éventuelle coopération étudiante en Europe, en conclusion. Ces éléments objectifs, qui permettront d'assurer que la *thick description* obtenue tienne sur des pieds réalistes, auront trait à la mobilisation des ressources et aux phénomènes de leadership.

Ainsi, globalement, nous nous approcherons ici des représentants étudiants européens avec le concept général de « vie des groupes », que nous étudierons dans une optique considérant de façon implicite et explicite les routines, la culture, la socialisation et l'acculturation. Nous irons d'abord au niveau européen de l'ESU et de ses concurrentes (1), puis rejoindrons le milieu de la militance altermondialiste et des forums (2), pour ensuite descendre (3) au niveau de l'engagement étudiant local, puis national, en considérant pour finir les individus qui font fonction de « passeurs de l'international ».

Soulignons enfin que nous avons choisi de donner dans ce papier surtout les conclusions tirées du terrain et de traiter tous les niveaux considérés dans l'enquête, sacrifiant

⁹ Les auteurs parlent cependant de ce processus en le considérant comme un processus concernant les organisations françaises et qui s'oriente essentiellement vers la vie nationale, avec notamment la question toujours non résolue de la constitution d'un « autre pôle » à gauche. L'altermondialisme est vu dans cet ouvrage comme un enjeu qui est aussi national. [Agrikoliansky & Sommier, 2005 : 302-303]

de nombreux exemples probants au profit d'un état des lieux complet. Le choix nous semble intéressant même si le terrain n'y apparaît que de façon synthétique, et si la différence entre les pays considérés en est quasiment absente. Notre thèse à soutenir bientôt répond quant à elle mieux aux exigences du lecteur qui souhaiterait en savoir plus sur le terrain exploré.

DEUXIEME PARTIE

1. LES SEMBLABLES DE L'UE : MONOPOLISATION DE LA DEFENSE DE L'INTERET ETUDIANT PAR L'ESU

L'étude de la militance étudiante européenne professionnelle s'est centrée sur l'ESU (*European Students' Union*, anciennement ESIB), lobby étudiant reconnu par l'UE, le Conseil de l'Europe, l'OCDE et la Banque mondiale. La fédération rassemble à l'heure actuelle 47 organisations issues de 36 pays de l'Union et hors Union (plus 3 membres candidats, issus de deux pays supplémentaires), et représente indirectement plus de 10 millions d'étudiants. Quatre événements par an réunissent les délégués de ces organisations membres dans des villes chaque fois différentes d'Europe : deux *Board Meetings* et deux *European Student Conventions*, où convergent chaque fois plus de cent représentants étudiants. Outre les délégués des organisations européennes qui composent le *Board*, parlement de l'organisation, l'ESU compte des élus dans un Comité exécutif et diverses commissions (Bologna Process Committee, Committee on Commodification of Education), ces derniers étant de loin les plus impliqués et les plus sujets à des voyages internationaux pour assister à des réunions et pratiquer ainsi le lobbying de l'organisation. La culture organisationnelle de l'ESU, homologique à celle de l'Europe de l'enseignement supérieur, a été déterminante dans la reconnaissance monopolistique (au moins pour l'instant) de l'ESU au niveau européen. La fédération a accepté de jouer le jeu institutionnel de l'action légitime¹⁰, ce qui lui a valu de faire reconnaître la légitimité d'une participation étudiante au sein du Processus de Bologne, dont les étudiants avaient été exclus au départ.¹¹ L'ESU a notamment développé au sein dudit Processus la notion de « dimension sociale », qui contribue aujourd'hui à infléchir le Processus et constitue la « marque de fabrique » de la défense de l'intérêt étudiant européen.

La réussite de la fédération tient à son comportement culturel au sens large, à la fois face aux institutions européennes, dont elle a adopté les codes, mais aussi en comparaison de ses rivales de niveau européen, qui les ont comme on va le voir soit rejetés (c'est le cas des Forums européens de l'éducation de 2003 et 2005), soit imités de façon moins parfaite (comme l'AEGEE : *Association des états généraux des étudiants d'Europe*, EUSV : *EU Student Vote*, ou ESN : *Erasmus Student Network*).

La culture politique de l'ESU valorise d'abord la dimension nationale, dans une éthique intergouvernementale où les ministres nationaux restent les décideurs de réformes conduites selon la MOC (méthode ouverte de coordination) et où les acteurs étudiants les mieux reconnus restent donc les syndicats nationaux validés par les Ministères. L'éventuel déficit de communication entre base locale étudiante et sommet européen de la fédération ESU ne compte finalement que peu pour le succès de l'organisation, qui peut compter avant tout sur l'addition du crédit national dont jouit chacun de ses membres pour faire pression au niveau européen, sur le Conseil des ministres (organe intergouvernemental) comme sur la Commission (organe communautaire). On doit donc parler d'isomorphisme institutionnel pour analyser la structure de l'organisation, ainsi que son comportement, qui joue du « two-levels game » autant que les ministres avec qui elle est en relation dans le Processus de

¹⁰ Au niveau européen, les acteurs politiques sont poussés à modeler leur répertoire d'action selon les techniques de représentation des intérêts les plus légitimées à ce niveau, à savoir le lobbying et la construction d'événements médiatiques plus que la protestation de rue [Marks & MacAdam 1999].

¹¹ Au terme d'un processus de lobbying très investi, l'ESU (alors ESIB) obtient l'entrée d'une présence observatrice étudiante dans le Processus lors de la réunion de Prague en mai 2001. A Bologne, en 1999, les étudiants avaient purement et simplement été ignorés.

Bologne. En effet, en tout cas pour l'enseignement supérieur, l'UE revêt des formes et des procédés où l'intergouvernemental reste déterminant, malgré le poids d'acteurs entendant transcender l'intérêt des Etats, comme la Commission.

Le langage expert de l'ESU constitue un autre élément déterminant dans sa *success story* européenne. Discours modérément engagé de centre-gauche, le propos de l'ESU se rapproche du discours scientifique : un discours d'expert où l'émotion paraît faible [Brugidou & Escoffier 2005], et qui se détache en ce sens de la rhétorique idéologique des mouvements étudiants qui avait fait florès dans les années 1970 et nourrit encore aujourd'hui une fascination esthétique et littéraire sur laquelle on ne s'est encore que peu penché. L'usage de termes aseptisés doit cependant mener aux mêmes questions et interroger le chercheur sur le type de mots et le mode de langage employés. Quoi qu'il en soit, ce langage sert à exprimer des connaissances techniques pointues dans des documents fabriqués selon une culture de dossiers et de lobbying, pratique très « feutrée » (pour utiliser le terme journalistique qui rend bien l'idée qu'une action déterminée est menée mais son vacarme étouffé), bien loin des manifestations à la française ou des occupations à l'italienne.

La professionnalisation globale de l'ESU, qui rappelle celle de nombreux groupes de défense d'intérêt au niveau européen [Grossman et Saurugger, 2006 ; Michel, 2005 ; Ollitrault, 2001], est inévitablement liée à la professionnalisation du secrétariat et à son installation en 1999 à Bruxelles, où des contacts sont noués avec le milieu bruxellois ; une histoire de l'organisation commence à être construite par ses propres membres et un réseau d'anciens mis sur pied, preuve ultime de la conscience dans le temps d'une organisation qui fêtera en cet automne 2007 ses 25 printemps. L'assainissement des finances et le grossissement des budgets de la fédération au cours du temps lui permettent aussi une marge de manœuvre importante et en font un lobby bruxellois de belle taille. Bénéficiant d'importants financements européens, la fédération maintient au mieux son indépendance dans des rapports intriqués et forcément ambivalents avec les institutions européennes.

Les étudiants actifs dans l'ESU sont reconnaissables à leur socialisation internationale, que nous avons directement expérimentée lors de l'enquête de terrain : pratique aisée des langues étrangères, goût des voyages, relecture des dossiers dans l'avion, mode d'être branché sur l'international, valorisation de l'interculturel appréciable dans l'humour utilisé, conversations mondaines lors de cocktails ou de dîners en présence d'officiels, travail en anglais dans une arène internationale sans heurts interpersonnels [qu'on rapprochera utilement d'Elias, 1985], négociations de couloirs et consolidation de positions diplomatiques au sein de blocs réunissant géographiquement qui les pays nordiques, qui ceux du Sud Est européen, qui les pays progressistes de l'Ouest européen... Ces étudiants semblent « se reconnaître » entre semblables, entre individus habitués à un certain type d'échanges dans une sorte de sas de passage de l'aristocratie internationale moderne.

La question d'une sélection implicite des militants à l'international, sur la classe sociale et/ou le capital financier, se pose d'ailleurs. La pratique des langues étrangères en semble un bon indicateur, comme l'usage selon laquelle les importants frais de voyage des militants sont souvent avancés par eux sur fonds propres. L'âge des militants de l'ESU confirme un allongement de leurs études qui doit bien, d'une façon ou d'une autre, être financé. Si les étudiants des pays nordiques sont issus de traditions nationales où les représentants étudiants sont payés à la tâche et peuvent se permettre ces pauses, ce n'est pas le cas des ressortissants des autres pays, qui sont le plus souvent financièrement à charge de leur famille. Nous devons certainement considérer les étudiants de l'ESU comme une élite de la représentation étudiante ; faut-il aller jusqu'à les qualifier de « noblesse » ou de « notables » au sens wébérien, dans la mesure où ils peuvent vivre « pour » la politique ? Les contraintes à l'international semblent faire de la représentation à ce niveau un « hobby de luxe » interdit aux étudiants de la massification. La représentation étudiante au niveau européen serait donc bien loin de constituer le reflet de ce qu'elle est au niveau national, malgré la chaîne nationale de délégation qui préside à la sélection des délégués internationaux. Si déjà au niveau national les militants sont eux aussi, bien souvent, des individus en bonne situation financière et mettant parfois la main à leur poche pour soutenir l'action militante, le niveau s'élève encore

d'un cran lorsqu'on arrive à l'international, comme si l'ESU représentait l'intérêt étudiant « par-dessus » les étudiants.

Cette culture politique de la représentation pleine de contradictions, qui entend représenter les niveaux inférieurs tout en mettant subtilement en avant sa spécificité internationale, cette culture typique de l'ESU à l'origine du succès de l'organisation, est ou a été concurrencée par diverses organisations sur le terrain de la représentation étudiante européenne professionnalisée, comme l'AEGEE et l'ESN. Ces dernières ne dispos(ai)ent cependant pas d'une structure homologique à l'UE de l'enseignement supérieur, encore largement intergouvernementale, que nous avons pointée plus haut, et c'est sans doute pour ces raisons que, malgré une culture transculturelle correspondant aux « standards culturels des institutions européennes », ces deux organisations sont restées marginales dans la représentation étudiante européenne actuellement, malgré les différents embryons de collaboration qui s'étaient instaurés, notamment sous forme d'un *Liaison Group* rassemblant AEGEE, ESN et ESU dans une relation de partenariat avec l'UE, groupe créé en 1999 puis tombé en désuétude, et plus récemment en 2006, à travers la volonté de « retour » de l'AEGEE sur les questions d'enseignement supérieur, due à l'impulsion d'un élu en particulier, devenu président de son organisation. L'action de ces organisations au niveau des politiques d'enseignement supérieur européen n'a jamais « décollé ».

Pour le dire rapidement, l'AEGEE (Association des états généraux des étudiants d'Europe) et l'ESN (*Erasmus Student Network*) agissent elles aussi dans une culture largement internationalisée comme leur cousine ESU, mais leur structure institutionnelle les bloque dans leur accession aux voies européennes. Ces organisations défendent en effet un horizon européen de type fédéraliste, qui entend mettre en lien direct une base d'individus isolés ressortissant aux différents pays d'Europe à un niveau européen constitué précisément de la rencontre de ces individus. Les liens de délégation sont minimes et la structure organisationnelle légère, sans niveau national à l'AEGEE, et avec quelques plateformes de coordination managériale seulement pour l'ESN. L'Europe est dans ces organisations incarnée par la rencontre d'individus de toutes cultures lors de *Summer Universities* ou autres événements souvent ludiques. Mais, en réalité, la citoyenneté européenne reste encore, au niveau macro, une belle idée peu réalisée (le nombre d'expatriés intra-européens reste faible, tout comme la proportion d'Erasmus), et dans la conduite politique de l'UE, les comportements nationaux priment bel et bien [Moravcsik, 1993]. Ces organisations se trouvent donc privées de la ressource nationale, ce qui paradoxalement semble plus handicapant que le déficit de relation avec sa base pour l'ESU.

L'ESN et l'AEGEE sont par ailleurs des organisations plus orientées vers un service à l'étudiant, dans une approche moins dominée par les dossiers d'expertise que l'ESU, ce qui ne correspond pas au fonctionnement des structures décisionnelles du Processus de Bologne, et aura assurément facilité la tâche de l'ESU à monopoliser la représentation étudiante de niveau européen.

Enfin, ces deux organisations se déclarent apolitiques et sont dominées par un idéal européen relativement sympathique au fédéralisme. L'ESU est, elle, formée de membres participant chaque fois d'un espace national politisé (au sein duquel elles se déclarent généralement indépendantes, selon la rhétorique en vigueur dans les mouvements étudiants) ; cette existence politique bien réelle au sein des paysages nationaux a sans doute contribué aussi au succès de la fédération : n'est-il pas impossible de représenter des étudiants au sein d'un processus européen intergouvernemental si l'on se déclare apolitique ?

Un dernier exemple. L'initiative *EU Student Vote*, qui date de 2001. Il s'agissait d'élire électroniquement un parlement étudiant européen, devenant ainsi un potentiel dangereux concurrent de l'ESU. Au terme d'une lutte serrée, l'ESU réussira à faire évincer l'initiative avec l'aide des ministères nationaux traitant traditionnellement avec ses membres, et qui entendaient probablement garder un contrôle sur la reconnaissance des représentants étudiants qui sont leurs interlocuteurs. Cet échec de la mise en place d'un système complètement nouveau de représentation étudiante de niveau européen constitue encore un

épisode prouvant combien reste dominant le modèle de représentation traditionnel des fédérations d'organisations nationales représentatives.

Bref, l'action étudiante professionnalisée de niveau européen recouvre une réalité bien particulière, à la fois sociologiquement et organisationnellement. Les vainqueurs à ce niveau sont finalement des diplomates internationaux en puissance.

2. FORUMS ET INTERNATIONALES ETUDIANTES DU XXI^e SIECLE

Il existe aussi des « internationales » (elles dépassent le niveau européen) qui ne présentent aucune homologie avec les structures de l'UE : lors des Forums sociaux européens et des Forums européens de l'éducation, la population présente semble plus se rapprocher des hippies des années 1970 que des lobbyistes bruxellois (c'est du moins l'image qu'ont choisi de nous en donner les médias). Le terrain réalisé sur les trois premiers Forums sociaux européens et le premier Forum européen de l'éducation¹² a mis en évidence chez les étudiants actifs dans les Forums une culture internationaliste, qui semble attester par avance de leur sympathie pour l'idée européenne, du moins sous ses aspects les plus liés au dépassement des identités nationales et à l'échange culturel. Ces jeunes semblent donc être à même de définir eux aussi un intérêt étudiant européen selon des lignes précises. Avec eux, si « un autre monde est possible », sans doute « une autre Europe » et « une autre éducation » le sont-ils aussi ; l'éducation trouverait son nouveau sujet – les étudiants – et son nouvel objet – une pédagogie alternative, suivant les nombreuses discussions sur ce sujet menées au long des Forums.

Il semble cependant que cette culture internationaliste, teintée de spontanéisme et d'un fort rejet de la discipline de parti, sans doute lié à la déception vis-à-vis de l'expérience communiste, ne permette pas à ces jeunes de jouer un rôle actif dans la définition des politiques d'enseignement supérieur, ni au niveau mondial, ni au niveau européen. D'abord, ces militants ne parlent pas le même langage que celui adopté dans les cercles de décision concernés. Leurs revendications s'inscrivent dans un paradigme idéal où l'éducation n'est nullement un service potentiellement fourni par des personnes privées, mais bien un devoir de service public assurant aux citoyens l'émancipation individuelle et à la société un futur heureux. Ils n'acceptent pas que l'on fixe comme horizon à l'enseignement la mise sur pied d'une société de la connaissance fondée sur les secteurs de recherche et développement des entreprises et des Universités et dopant la croissance économique européenne ou mondiale. Dans cet échange, les mots peuvent se croiser, mais jamais vraiment s'accrocher, comme le résume bien cette militante italienne :

« l'idée que l'éducation est un droit [...] un service public de responsabilité publique et non une marchandise [...] dans la pratique n'est plus considérée. [...] Et donc il s'agit plus de chercher à limiter les dégâts. Plus que de combattre contre la marchandisation du savoir. Et très souvent [...] la discussion [...] avec certains interlocuteurs n'est pas [...] "l'éducation est ou non un droit" ou "est ou non une marchandise", mais, **partant du fait que tu dis que c'est une marchandise et que je dis que c'est un droit, tu me fais des propositions, et donc je dois te répondre dans ton langage.** »

Marzia Foroni, ancienne responsable internationale de l'UDU (*Unione degli universitari*, Union des universitaires, membre italien de l'ESU), devenue ensuite élue du Comité exécutif de l'ESU.

¹² Forum social européen de Florence (novembre 2002), Forum européen de l'éducation de Berlin (septembre 2003), Forum social européen de Paris-Saint-Denis (novembre 2003), Forum social européen de Londres (octobre 2004), Forum européen de l'éducation de Bergen (mai 2005). L'étude ethnographique en solo conserve ici ses vertus pour la compréhension des motivations des acteurs et l'observation de micro interactions significatives (nous avons spécifiquement suivi, lors des forums, la population étudiante), mais présente cependant d'évidentes difficultés de généralisation pour des événements de cette taille. C'est pourquoi nous nous aidons des conclusions d'autres auteurs ayant travaillé sur la mouvance altermondialiste comme par exemple Eric Agrikolianski, Isabelle Sommier, Olivier Fillieule ou Donatella della Porta. Le voyage fréquent sur des sites et forums de ces réseaux a permis de compléter un tableau malgré tout difficile à dresser, où le mouvement perpétuel n'est pas qu'une image. On y identifie des îlots de mobilisation observables, comme le réseau *Education is not for sale !* ou la liste de diffusion *Education not profit*.

Au-delà du message, la façon même de l'exprimer semble difficilement audible dans les cercles de décision d'aujourd'hui. Les forums portent-ils ? Sans doute puisque les réunions internationales se déplacent dans des endroits difficilement atteignables pour les éviter (Doha au Qatar, les Rocheuses canadiennes, la petite station d'Evian). Mais ce déplacement, même s'il signifie une certaine peur, signifie peut-être aussi le mépris et la surdité. Précisons cependant que les Forums sociaux, forces propositives, n'ont jamais dérangé personne, et que les Forums de l'éducation, plantant leurs tentes à côté des sommets ministériels jalonnant le Processus de Bologne, ne l'ont jamais dérangé outre mesure.

Par ailleurs, l'ouverture finale des forums (sans textes conclusifs) pose également question quant à la force de proposition qu'ils devraient devenir pour influencer un cours des choses qu'ils critiquent. Loin des points précis des lobbyistes – qui réduisent certainement leur champ de possibles – les adeptes des forums ne courent-ils pas le risque d'être réduits au silence en raison de leurs messages polysémiques et globaux ?

De toute manière, la philosophie qui préside aux rassemblements du type « forums » est très clairement anti-institutionnelle. Ainsi les étudiants des Forums européens de l'éducation considèrent-ils l'ESU comme non représentative tout en refusant d'endosser eux-mêmes un rôle de participation, invoquant l'éternel « piège de la représentation » qui détruit les logiques de dialogue et de construction d'un consensus parfait.

Le rôle de « signal » ou de « conscience » qu'entendent jouer ces mouvements en se posant à côté des décideurs comme des doigts accusateurs a-t-il un impact autre que le développement d'un *lip service* politique obligé chez les gouvernants, qui intègrent d'une façon globale à leur argumentaire les doléances des contestataires ?

Ce qui bloque les militants des forums pour se lancer plus avant dans l'action politique, en tant que force antagoniste et faisant des propositions, c'est d'abord la peur de retomber dans les erreurs commises par l'Internationale communiste ou ses avatars orthodoxes et hétérodoxes (qui possédaient un programme, des revendications, un leadership¹³, et, qui, pour la principale d'entre elle, fut instrumentalisée par un pays au profit de sa politique de puissance). Peur qui conduit sans doute les étudiants de culture internationaliste à se tourner plutôt vers des mouvements sans aucune organisation contraignante, sans aucun parti, sans aucun programme sinon une utopie planétaire elle-même en quête de définition : des mouvements s'autodéfinissant comme tels et cherchant non pas à obtenir le pouvoir, mais à être des contre-pouvoirs (Miguel Benasayag), le « pouvoir » étant partout dans la Multitude (Michael Hardt et Antonio Negri) [Hardt & Negri, 2004]. Refusant l'« instrumentalisation » (qui fut celle du mouvement communiste international à l'égard de toutes les luttes « anti » d'un passé pas si lointain), les altermondialistes (et les étudiants en leur sein) refusent les appuis financiers et organisationnels qui correspondraient aujourd'hui à ce qu'a pu être hier par exemple le « Mouvement pour la paix » en Europe. Les fortes tensions entre alters et militants des partis communistes orthodoxes ou non (PCF et LO en France par exemple) démontrent cet état de choses. Pour toutes ces raisons, les militants actifs dans les forums ne semblent pas désireux d'utiliser les canaux classiquement efficaces pour peser sur les décisions politiques.

Un autre type d'inhibition pèse sur le mouvement, sur ses stratégies de type révolutionnaire violent. Les alters ont été culpabilisés suite à Seattle, mais surtout à Göteborg puis à Gênes, comme des casseurs. Ce poids était bien palpable lors du Forum social européen de Florence, en particulier avant la préparation de la grande manifestation de clôture, où tous les organisateurs priaient pour un déroulement pacifique qui aurait « augmenté la crédibilité du mouvement ». On peut se demander si la recherche d'alternatives pacifiques, en grande mesure réalisée aujourd'hui, n'a pas au contraire enlevé de sa force rageuse au mouvement. C'est toute la question du passage des « contre-sommets » aux « forums » et de l'« antimondialisation » à l'« altermondialisation ».

¹³ L'absence de leadership de ces mouvements rappelle de loin l'éclatement du socialisme en différentes sectes au début du siècle.

Au-delà des stratégies du mouvement, des peurs qu'il inspire ou qui l'animent, et des images qu'il projette, des considérations d'ordre matériel président également aux destinées du mouvement des forums. Les militants n'ont pas toujours les ressources financières ni temporelles nécessaires à la convergence en un même point, comme en atteste l'existence au sein des Forums du réseau No Vox (les sans voix : ceux qui ne peuvent être présents), mais aussi la réduction des délégations d'organisations, parfois à un seul individu toujours identique. La question est souvent posée lors des réunions de préparation : comment « faire venir les gens », non pas que l'envie leur fasse défaut, mais bien les moyens. La coordination temporelle s'ajoute encore à ces difficultés : vacances, autres mobilisations, actualité nationale se superposent dans les différents pays et entravent la coordination des énergies.

En somme, la structure semble si fragile que la possibilité de développer un intérêt étudiant européen à partir des Forums étudiés semble fort caduque. L'étude des niveaux « inférieurs » de militance des Forums, c'est-à-dire la filature des militants jusqu'à leur organisation nationale ou locale, révèle par ailleurs que les organisations qui, au niveau national, ont développé de façon large une réflexion sur les thématiques alter, et envoient régulièrement des délégués aux Forums, sont très rares. Le seul exemple de notre échantillon étudiant est le syndicat étudiant italien UDU (*Unione degli universitari*, Union des universitaires), cousin dans sa pratique de celle du syndicat étudiant suisse VSS-UNES (*Verband der Schweizer Studierendenschaften – Union des Etudiant-e-s de Suisse*). Pour les autres organisations étudiées, la pratique est plus irrégulière et dépend des subsides disponibles et de l'actualité nationale. Les organisations participant plus ou moins régulièrement à ces événements ont défendu l'idée d'une participation plus active de l'ESU dans ces rassemblements, fait qui a régulièrement eu lieu, bien que la culture de l'ESU ait quelque mal à se mouvoir dans l'atmosphère altermondialiste : cette participation reste donc limitée et du domaine de la simple collaboration, voire de la publicité, pour l'organisation.

En réalité on se trouve, dans les rassemblements internationaux, en présence d'individus aux trajectoires particulières, disposant sans doute de plus de ressources que leurs collègues et pouvant ainsi se permettre de vivre « pour » la politique à différents niveaux – ou ayant joué d'un heureux hasard leur ayant permis ces lointains voyages militants. Certains sont à la fois membres d'une organisation nationale « classique » (celles dont nous disions plus haut qu'elles ne s'intéressent qu'irrégulièrement aux Forums) et d'un réseau alter ; certains sont seulement membres d'un réseau transnational comme *Education is not for sale !* ou *Education not profit*. Ne sous-estimons pas non plus la présence des étudiants locaux lors des manifestations : la FEF (Fédération des étudiants francophones de Belgique) dans la manifestation de Laeken (Clôture de la présidence belge de l'UE, décembre 2001), les Italiens à Florence (Forum social européen de 2002), les Allemands à Berlin (1^{er} Forum européen de l'éducation), etc. La préférence pour l'usage d'Internet marque aussi un cousinage de cette nébuleuse militante avec le milieu des squats, des centres sociaux italiens, et plus globalement des structures non formelles et autonomes. Le multilinguisme obligatoire est aussi une marque du caractère souvent intellectualisant de la militance alter.

En conclusion, la base ne « suit pas » le mouvement étudiant transnational surtout par manque d'enracinement local des Forums, qui ne permet pas de maintenir ou de raviver ce que nous appelons volontiers des « moments de chaleur » dans lesquels la « fraternité militante » se crée au travers du partage d'une vision du monde construite ensemble. Rappelons ici la vision de Sartre sur la naissance des groupes comme retrouvailles des hommes avec l'usage concret de leur liberté dans une praxis, surprise pleine de la chaleur d'une expérience commune, qui fait fondre l'étrangeté de chacun pour chacun [Anzieu & Martin, 1968 : 55-60] Le parangon de ce phénomène est l'exemple révolutionnaire cher à Sartre. Mais après l'expérience de la solidarité, le groupe doit conserver sa passion pour ne pas perdre son pouvoir créateur et retomber dans le rassemblement inerte. Si Sartre identifie comme mécanismes de maintien la recherche des membres suspects de vouloir se retirer de l'action commune et l'instauration de règles, normes, juridiction, procédures de travail et de décision, et finalement la division des tâches (avec menace de bureaucratisation), Theda Skocpol a quant à elle récemment développé des thèses sur l'importance du lieu de rencontre

régulier comme pratique favorisant par excellence la mobilisation [Skocpol, 2003]. Dans notre cas, la non-institutionnalisation (volontaire, inscrite non seulement dans un discours mais aussi une pratique qui devient culture – en somme, l'institutionnalisation de la non-institutionnalisation) des organisations entraînerait finalement la stagnation du mouvement autour de causes conjoncturelles, avec des organisations non pérennes. En contrepoint, les syndicats étudiants perdurent dans la mesure où ils sont mieux ancrés sur le territoire, ayant de plus nominalisé l'enjeu de leur lutte et la raison de leur existence : la défense de l'intérêt étudiant. L'ancrage sur le territoire permet aussi une lecture des enjeux en des termes plus accessibles aux individus extérieurs aux cercles de la militance, qui le cas échéant, pourront rejoindre un mouvement qui les concerne, tandis que l'analyse internationaliste des alters leur paraîtra peut-être un peu éloignée de leurs préoccupations quotidiennes. La culture internationaliste comporterait donc des éléments au moins aussi élitistes que celle des lobbyistes européens.

On comprend ce qui sépare l'ESU, l'AEGEE ou l'ESN, du mouvement des Forums : culture diplomatique vs. culture internationaliste, structure nationale vs. peur de la structure en général... Même devant un but commun, devant la même conviction que « l'éducation n'est pas une marchandise » et que Bologne ne doit pas devenir un terrain propice au développement d'un grand marché de l'enseignement supérieur en Europe, comment ces réseaux pourraient-ils unir leurs efforts ? Au niveau européen, c.-à-d. pour les éléments les plus au fait, et les plus intéressés, par l'international, la volonté de peser sur les décisions dans le Processus de Bologne mobilise des stratégies bien différentes, et disperse à coup sûr les énergies.

3. DESCENDRE VERS LE NATIONAL ET LE LOCAL

Reste à savoir si une européanisation, si une internationalisation (selon quelque vision que ce soit, intergouvernementale ou internationaliste) de la vie concrète et de la culture des bureaux nationaux et locaux de représentation étudiante a lieu dans nos quatre pays. Pour le savoir nous avons enquêté dans des « groupes restreints »¹⁴ : groupes nationaux et locaux des membres de l'ESU (Bureau national et quelques-unes de leurs ramifications locales pour chaque pays) ainsi que les concurrents nationaux de ces organisations dans chaque pays, et les concurrents locaux dans le logique des sites locaux étudiés. La différence est frappante entre les « lieux de vie » où sont menées des relations quasi-quotidiennes de face-à-face et les réseaux européens eux-mêmes, où la communication est le plus souvent médiatisée, par téléphone, par Internet, et où la communication en face-à-face est rare. Le même problème est vécu dans une moindre mesure entre les sections locales d'un mouvement national et le bureau national ou la fédération d'appartenance. Les groupes restreints existent à chaque niveau d'action, le problème de communication se posant plutôt entre différents groupes restreints (bureau européen d'une fédération, bureau national d'une fédération, bureau local) formant le même réseau.

L'appartenance ou non au réseau de l'ESU conditionne en partie l'importation du répertoire européen ou international et détermine parfois la qualité des informations détenues par les militants étudiants nationaux et locaux. Mais elle est loin de déterminer une « prise en charge ou non » de ces thématiques aux niveaux inférieurs de la représentation. Ce qu'on remarque d'abord c'est que si l'Europe, et l'international, parviennent au niveau local, c'est après une métamorphose impressionnante. Un étudiant belge actif depuis quelques années au niveau européen dans l'ESU raconte ainsi comment, rencontrant des collègues militants du

¹⁴ Groupe restreint entendu comme « un ensemble d'individus dont l'effectif est tel qu'il permet à ceux-ci des communications explicites et des perceptions réciproques, dans la poursuite de buts communs » [Anzieu & Martin, 1968 : 161]. La définition du « groupe » donnée par G. Homans se rapproche de la précédente, mais on la considérera comme fort restreinte, assez proche de la notion de « groupe primaire » : « [Les] groupes sont des personnes qui communiquent souvent entre elles et qui sont suffisamment nombreuses pour permettre à chacune de communiquer avec toutes les autres ; non pas de façon indirecte, par l'intermédiaire d'autres personnes, mais en situation de "face à face". » [Homans, 1950 : 39]

niveau local de son Université (Louvain-la-Neuve) à son retour d'Erasmus, il se rend compte que sa conception du Processus de Bologne est devenue complètement étrangère à celle des représentants étudiants locaux :

« – Et au niveau local, les différentes associations étudiantes savaient ce qui se passait ou... ?
– [...] Y'a eu de longs débats, de longues discussions, moi j'étais étonné par, par la connaissance du dossier – évidemment **dans des aspects que moi je ne connaissais absolument pas, de Bologne** – de certains représentants étudiants à l'AGL [Assemblée générale des étudiants de Louvain, le parlement étudiant de Louvain-la-Neuve], qui maîtrisaient vraiment super bien... Bon, **chacun son domaine** quoi tu vois, je veux dire bon... **Par moments y'a un degré de spécialisation et moi j'y connaissais rien au débat de l'UCL, comme eux ne connaissaient quasiment rien au niveau européen, donc ils savaient les grandes lignes et tout mais, bon.** [...]

– Mais donc en fait ce que tu me dis c'est que même si des gens [...] au niveau local connaissent ben la problématique et tout, c'est pas du tout la même chose qui se discute au [communautaire] ou au niveau européen ?

– Ah oui, oui, non, clairement. Clairement. Mais [...] **moi aussi à partir d'un certain moment je savais plus du tout ce qui, enfin, je ne connaissais pas Bologne à l'UCL** [Université catholique de Louvain] hein. **J'y connaissais rien moi. J'y connaissais rien, rien, rien.** Pourquoi, parce que je siégeais pas dans les Conseils, j'avais pas le temps d'y siéger, **ça ne m'intéressait plus** et euh, j'avais pas le temps et euh, et finalement ben c'est, c'est, **c'est d'autres trucs qu'on y discute** quoi. Tu vois. **C'est, c'est des trucs complètement différents qu'on y discute.** »

Andrzej Bielecki, militant belge qui a été actif d'abord au local (AGL, Assemblée générale des étudiants de Louvain, Louvain-la-Neuve), puis au national (FEF, Fédération des étudiants francophones de Belgique), puis à l'ESU (dans le *Bologna Process Committee*).

Le dossier « Bologne » change ainsi de forme à chaque niveau de politique publique, et comme le dit le proverbe, celui qui était au fond du trou croyait que le ciel était rond – celui qui était actif au niveau local croyait que Bologne, c'était les nouvelles maquettes de cours, et celui qui était actif au niveau européen croyait que Bologne, c'était aller vers l'économie de la connaissance – Bologne étant en réalité probablement un peu de tout cela.

Des facteurs culturels influencent aussi la réception des problématiques dépassant l'Etat dans les structures de représentation étudiante de niveau local et national. En effet, malgré la diversité des situations, l'étude de la vie concrète des militants à l'intérieur des frontières d'un Etat révèle des récurrences et contribue à expliquer les difficultés de coordination entre niveaux d'action pour la définition d'un intérêt étudiant commun en Europe. Les entretiens et les conversations avec les militants, la visite des bureaux des organisations et parfois les passages réguliers dans ceux-ci sont des indicateurs d'ambiance fort instructifs sur le quotidien vécu. Les moments de prospective (réunions de réflexion) comme de crise et de stress (réactions d'urgence), les moments de revendication festive (manifestations) comme de déception, permettent de comprendre les intérêts réels des militants à la tâche et de comprendre l'interprétation – ou non – qu'ils font du monde, de l'Europe, et de leur militance dans ce monde et dans cette Europe. « Descendre » dans les bureaux étudiants » constitue une démarche de repositionnement du chercheur proposée comme réponse à la délicate question du « changement d'échelle » (terme dont la pertinence a d'ailleurs pu être mise en doute vu sa polysémie), à savoir : « Comment étudier au mieux les phénomènes dispersés sur différents échelons ». L'étude est résolument « multi-niveaux » comme le phénomène qu'elle étudie, et entend épouser sa forme. Nous nous positionnons donc maintenant au côté des acteurs non actifs au niveau européen, nous adoptons leur regard et voyons l'Europe, l'ESU et Bologne comme ils les voient, eux, pour comprendre si, et comment, une dimension européenne pénètre dans leur quotidien. Qui met à l'agenda la thématique de la marchandisation au niveau local ? Qui s'en saisit et pour quelles raisons ? Qui développe de l'intérêt pour la dimension européenne de l'enseignement supérieur ? A partir de quel degré d'urgence les questions dépassant l'Etat sont-elles prises en compte par les organisations ? Quel impact concret l'international et l'europpéen ont-ils sur la vie des groupes locaux et nationaux ?

3.1. LA MILITANCE ETUDIANTE DE NIVEAU LOCAL EN EUROPE : LOGIQUE DE SITE ET RETRIBUTIONS SOCIALISANTES, ENTRE PROSELYTISME ET CLIENTELISME

Au niveau local (la représentation étudiante dans les institutions universitaires), la majorité des individus sont imbibés d'une logique et d'une culture de politique de site : les « figures politiques » sont le recteur, les professeurs ; les « organes importants » sont des Conseils de faculté, d'administration, de décision ou de consultation ; les électeurs sont les étudiants. Ils sont insérés dans un contexte de rivalités locales (souvent historiques) entre groupes, avec une forte personnalisation des relations : on peut devenir amis (ou ennemis) en faisant du syndicalisme étudiant local ; certains se lancent même sans doute dans cette activité par manque de contacts sociaux. Le militantisme amène en effet des rétributions sociales importantes : on devient une personne connue dans son groupe de cours, dans son université, auprès des professeurs ; on gagne un statut en devenant un étudiant un peu « à part ». La vie du « petit groupe » se reflète sur la conduite parfois peu orthodoxe des réunions, l'atmosphère « bon enfant » régnant dans les bureaux ou encore la fermeture de l'organisation vers l'extérieur.

L'activité de représentation constitue bien souvent un hobby, vu comme un « virus » participationniste, un moyen de « faire bouger les choses de là où on est », une façon de s'investir dans son quotidien – parfois sans aucune ambition politique voire même avec un rejet de la politique politicienne. Mis à part ces individus, l'activité menée par les élus étudiants reste souvent comparable à celle d'un maire envers ses administrés : il s'agit de faire fonctionner le système d'enseignement (résoudre les problèmes internes à l'université, défendre les droits étudiants lors des réformes, etc.), de fournir de bons services sociaux (restaurants universitaires et logement étudiant, aide à la réussite) et d'améliorer le quotidien (embellissement du site, équipements sportifs, animation culturelle, introduction de pratiques écologiques), parfois en fournissant des services (accès Internet, service de reprographie) et bien souvent les animations festives à direction des étudiants (concerts, carnivals, soirées étudiantes, élections de « miss », etc.). Les organisations accentuent souvent plus l'un des deux pôles que sont la représentation politique (logique de prosélytisme : les militants entendent sensibiliser les étudiants à la défense de leurs droits et les amener à militer) et l'organisation festive (logique de clientélisme : les votes sont récoltés pour des raisons de popularité des activités proposées). Si certaines organisations se donnent les moyens de faire de la représentation politique en finançant leur organisation au moyen de fêtes génératrices de revenus, les deux pôles sont souvent inégalement investis par les groupes, en fonction des moyens humains et financiers disponibles, et les groupes spécialisés dans la représentation politique se retrouvent privés de popularité auprès d'une base qui se tourne plutôt vers les organisations assurant l'*entertainment* mais étant souvent démunies techniquement dans leur mission de représentation étudiante.

Le point majeur pour l'analyse est le grand localisme de cette activité de représentation étudiante. Les activités mentionnées sont toutes conçues en fonction du site local où se trouve l'organisation : l'Université, l'Institut supérieur, le campus ou la ville. Dès lors, qu'ont en commun une organisation étudiante de Porto, de Louvain-la-Neuve, de Grenoble et de Catane ? A part la gestion de l'arrivée d'une réforme de Bologne au demeurant déjà passée au tamis du national et s'appêtant à subir encore les effets des volontés locales, sans doute pas grand-chose, serait-on parfois tenté de dire. Ou plutôt : l'esprit sera le même, mais la conscience quotidienne d'être un représentant étudiant défendant les intérêts d'étudiants européens vivant la même réforme que tous les autres étudiants européens, entrant dans l'ère de Bologne avec eux, est quasiment nulle. Rarissimes sont les étudiants qui connaissent tenants et aboutissants du Processus de Bologne, qui ont ne fût-ce qu'entendu parler de l'ESU, qui ont pensé à ce que pourrait être une organisation comme la leur dans un autre pays ; bien souvent, de façon surprenante pour des jeunes de vingt ans, nous nous sommes même retrouvés à nous entendre répondre « non » à la question posée « Te sens-tu

appartenir à l'Union européenne ? », en particulier au Portugal et dans le Sud de l'Italie. Ce qui, on en conviendra, n'est pas un bon point de départ pour une action européenne commune.

3.2. LA MILITANCE ETUDIANTE DE NIVEAU NATIONAL EN EUROPE : AGENDA, MEDIAS ET CARRIERES NATIONAUX

Qu'en est-il au niveau national ? Le transfert d'énergies militantes du niveau local au niveau national suit des logiques liées aux intérêts des individus. S'ils s'y investissent surtout parce qu'ils y trouvent des rétributions en termes de socialisation, les militants demeurent au niveau local sans chercher à se hisser à des organes de niveau national. On observe le même phénomène chez les militants « de bonne volonté » : ils estiment pertinente leur action locale et ne nourrissent pas d'ambitions pour le milieu national, dont ils peuvent même récuser les « paillettes » : ils entendent mener des « actions concrètes ». Enfin, une série d'individus, souvent politisés, nourrissent des ambitions de carrière politique et entendent se profiler au niveau national pour commencer leur parcours.

Dans les cercles de militance de niveau national (bureaux nationaux de syndicats, fédérations de niveau national, ou même acteurs régionaux de poids reconnus¹⁵), la personnalisation reste importante mais la sociabilité est moins souvent lue en termes d'amitiés ou d'inimitiés. Les relations sont souvent plus ambiguës en raison des relations aux cercles de pouvoir nationaux, des éventuelles carrières en devenir, et l'on y trouve finalement une sorte de fraternité masculine de loin comparable à celle de chevaliers dans une société secrète. La sociabilité du niveau national se rapprocherait en réalité du concept de « Bund » où les membres sont recrutés par cooptation (c'est souvent le cas pour les listes électorales) et se reconnaissent comme égaux du fait d'avoir participé aux mêmes événements. Sans doute l'exaltation n'est-elle pas aussi forte que dans de véritables sectes ou ordres, mais elle peut néanmoins atteindre un certain degré d'enthousiasme lors des grands moments de mobilisation. Quant à l'idée de secret, si la société en question n'est pas secrète puisqu'elle entend jouer un rôle sur la scène politique, elle entend bien maintenir ses propres secrets par rapport à l'extérieur [Anzieu & Martin 1968 : 62]. Dans les relations interpersonnelles, l'amitié se transforme en relation plus politique dont l'entente cordiale, l'affinité politique, l'admiration réciproque, l'honneur, la gloire, les intrigues ou encore les trahisons constituent des éléments importants. En somme, « on n'est pas là pour s'amuser », ni pour se faire des amis, mais pour faire de la politique et/ou pour faire carrière.

Si le pouvoir devient plus désirable, et les relations plus complexes, c'est notamment en raison de l'environnement où évoluent les jeunes militants. La proximité des cercles de décision nationaux en particulier a une influence décisive sur la conception du travail effectué. Au contact direct de la vie politique nationale, des personnalités politiques et des administrations, des représentants des partis, des parlementaires, des ministres et des cabinets ministériels, les militants semblent développer une vision dans laquelle ils font partie des « happy few » de la politique nationale, l'idée d'une « sphère de gloire » où, une fois entrés, ils sont symboliquement revêtus d'une « aura nationale ». Les relations avec la presse nationale écrite, radio ou télévisée, parfois soutenue lors de mouvements d'ampleur, contribuent à nourrir cette représentation symbolique de soi comme un protagoniste des « affaires politiques nationales », de même que la relation de hiérarchie implicite et explicite qui lie le national aux sections locales, faite de bonne volonté teintée d'un léger mépris (il faut « structurer » le local, le « faire fonctionner ») et d'une posture de surplomb psychologique induite par l'idée de la carrière vécue (on arrive au national en étant passé par le local : on a « accumulé de l'expérience » et donc du savoir). De cette représentation de soi, souvent mise en scène dans les entretiens, découle un goût du secret et de l'intrigue bien souvent critiqué par les sections locales qui se représentent comme menant des « actions concrètes » plus utiles

¹⁵ On pense ici par exemple à la FAP, Fédération académique de Porto, une des organisations étudiantes les plus importantes du Portugal, systématiquement reçue en délégation ministérielle, et la mieux financée des structures étudiantes portugaises.

et moins nombrilistes. Plus que de réels secrets d'Etat, il s'agit souvent des « secrets de polichinelle »¹⁶ qui jouent un rôle d'inclusion de ceux qui le partagent, d'exclusion à l'extérieur de ceux qui l'ignorent, et renforce l'image de puissance que les individus cherchent à donner d'eux-mêmes.¹⁷ Le fait de gérer des sommes importantes et d'être soumis à un grand stress en situation de mobilisation houleuse (organisation de grandes manifestations, négociations ministérielles) sont également des éléments concrets qui nourrissent la représentation de soi des militants de niveau national.

Cette atmosphère routinisée oriente bien logiquement la définition de l'intérêt étudiant vers des problématiques nationales. Le temps national est également spécifique, rythmé par l'actualité politique, la succession des gouvernements, des projets de loi et des décrets ministériels. En période de réforme, la vie quotidienne est scandée par les coups de téléphone avec des officiels et les allers et retours dans les différents lieux de pouvoir de la capitale : cabinets ministériels, Parlement etc. C'est bien souvent l'actualité qui fait largement l'agenda des organisations étudiantes au niveau national : il faut certes anticiper, mais le plus souvent, réagir à des mesures mises sur l'agenda par les décideurs politiques. *Policy takers* en grande partie, et *policy makers* seulement au gré d'une collaboration pas toujours évidente, les étudiants se retrouvent quelque peu « à la merci » des idées des politiques, qui entendent ou non leur faciliter la tâche. Anticiper n'est d'ailleurs pas toujours facile dans un milieu dont le personnel connaît un rapide turnover.

Au-delà de cette contrainte technique (le temps), la représentation symbolique et psychologique des dossiers traités par les étudiants actifs au niveau national renforce l'accent mis sur les problématiques nationales, entendus comme spécifiques à un pays. Faire partie, même de loin, des cercles de décision politique nationaux, engage à se penser, même de loin, comme en charge du destin du pays. Pour ces militants, le niveau pertinent d'action est le national. D'où un désintérêt pour les problématiques trop locales ou trop européennes, qui conçues comme des éléments à ajouter dans la grande centrifugeuse nationale des politiques d'enseignement supérieur, centre des processus de changement politique. Vision qui reste d'ailleurs valide au strict niveau de la décision politique (l'attrait pour ces fonctions des plus avides de pouvoir ne trompe pas), mais qu'il faut tempérer tout de même en considérant les toujours plus puissantes pressions internationales pesant sur la décision nationale.

4. LES PASSEURS DE L'INTERNATIONAL

Souvent l'équipe nationale ne compte dans ses rangs qu'un ou deux individus ayant fonction de représenter l'organisation au niveau international, parfois quelque autre personne qui, pour des raisons diverses, aura pu participer à l'un ou l'autre événement à teneur internationale. Comment ceux-ci sont-ils perçus par l'équipe ? Comment est reçu leur discours ? Quelle représentation des problématiques internationales développe au final l'équipe ? A-t-elle un intérêt sincère pour ces questions ?

Sur le terrain, nous avons rencontré différentes configurations, mais qui concluaient sous différentes formes, à la même conclusion d'une marginalisation relative des délégués à l'international à l'intérieur de leur équipe, et des sujets internationaux ou européens. Le cas le plus négatif se présente avec un rejet complet, à peine voilé, de ces questions et du délégué qui les porte. On connaît le cas de formation sur des sujets internationaux désertées ou de critiques sur l'utilité même de l'engagement à l'international vu son coût (voyages nécessaires pour représenter l'organisation à l'extérieur, cotisation à l'ESU, etc.). La méconnaissance « concrète » des organisations de niveau européen joue pour beaucoup dans ce phénomène de rejet, comme dans le cas où, en 2003-2004 la visite du président de l'ESU « en chair et en

¹⁶ Ils rappellent en cela les études anthropologiques dans des sociétés où le pouvoir du sorcier est basé sur son droit de regard sur l'intérieur, par exemple, d'un panier sacré, qui ne contient en réalité que des objets anodins ; le pouvoir se trouve dans la symbolique du secret.

¹⁷ On peut donc comparer ce type d'organisation, par certains aspects, à une société secrète. Les mafias également font un usage social du secret comme marque distinctive entre l'intérieur et l'extérieur du groupe [Sciarrone, 2000 : 42].

os » à la FEF (Fédération des étudiants francophones de Belgique) suffit de par sa « concrétude » à convaincre l'organisation qu'elle doit rester membre de la fédération européenne. La plupart des étudiants de niveau national n'ayant pas fréquenté le niveau européen s'en font une idée en se nourrissant d'images disponibles dans leur stock mental, comme cet ancien militant de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) qui avouait se demander si l'ESIB, ce n'était pas un peu comme le Parti socialiste européen, dont sa vision n'est pas des plus reluisantes :

« On a une vision vachement tronquée de l'ESIB – parce que c'est peut-être pas le cas – de mecs comme le Parti Socialiste Européen, le PSE, de mecs qui se voient dans un resto et "Ha, ha ! Ça va ? C'est bien ! Et ta femme, ça va ? C'est bien ! On fait un communiqué pour dire qu'on s'est vus !" Enfin tu vois, c'est genre... Et je ne sais pas si l'ESIB, c'est ça [...] Ou si c'est un truc où les mecs, ils discutent un peu de fond et puis ils disent voilà, sur l'aide sociale, est-ce qu'il y a des points de convergence... »

Ancien militant de l'UNEF, a été actif dans la région parisienne puis dans le Bureau national.

Les délégués à l'international peuvent aussi voir leur préoccupation sincère pour ces dossiers raillée, leur position étant parfois considérée comme une retraite au « cimetière des éléphants », un refuge pour ceux cherchant à se lancer en politique mais n'y étant pas encore parvenus. Jugement qui n'est pas sans fondement empirique dans la mesure où les délégués à l'international sont plus âgés que la moyenne des étudiants de leur pays, mais qui ne doit cependant pas être porté trop hâtivement : certains sont réellement passionnés par les questions internationales (et attirés aussi par la culture du niveau de militance internationale que nous avons décrite plus haut), sans pour autant chercher une place pour attendre un éventuel « placement » politique. Le stigmate peut aussi se retourner si un étudiant au départ critique des frais à l'international commence à en profiter lors d'un voyage, dont il remet alors rarement en cause l'utilité. On a donc un premier problème : la difficulté à se représenter l'intérêt concret et l'utilité profonde de l'action à l'international, qui au fond cache un soupçon de militantisme aristocratique et voyageur, alors que les collègues militent les pieds sur terre et se battent dans des luttes politiques rangées. Anne-Catherine Wagner arrive à la même conclusion dans le cas de la Confédération européenne des syndicats (CES) [Wagner 2005].

On comprendra aussi que les militants nationaux soient désintéressés à l'avance par l'abord de sujets internationaux parce que leur « tempo » est différent, rythmé par l'actualité nationale. Il est difficile pour une équipe nationale, qui plus est aux ressources (humaines et financières) limitées, et élue pour un temps restreint (les mandats en général ne durent pas plus de deux ans dans la représentation étudiante), de se pencher sur des réflexions de fond et sur la façon dont se projettent les futures réformes européennes, sur leur esprit global, leur philosophie, et les conflits internationaux présidant à son élaboration. Les étudiants actifs au niveau européen vivent des processus politiques de prospective, les étudiants actifs au niveau national vivent d'action quotidienne. Ainsi, le Processus de Bologne au niveau national (et d'ailleurs local) n'a pas été traité, dans les pays étudiés, comme un dossier de fond préparé à l'avance, mais toujours comme un dossier d'urgence, auquel il a fallu réagir lors de son arrivée dans le paysage national. L'attrait de la « gloire nationale » mentionné plus haut y est sans doute pour beaucoup : quelle chance a-t-on de ressentir le stress, la montée d'adrénaline que représentent les journées les plus dures de négociation des projets de loi, ou les passages en interview à la télévision, quand on s'intéresse à des dossiers qui n'en arriveront à leur phase d'application que dans plusieurs années, lorsqu'on aura très probablement quitté le mouvement étudiant ? D'un côté, les concepteurs (européens), de l'autre, les hommes d'action (nationaux), aurait-on envie de dire. Encore que tout ne soit pas si simple, et que cette vision se répète à l'infini, entre les étudiants du niveau local qui voient les militants du national comme de beaux parleurs assoiffés de pouvoir, ces derniers considérant les individus impliqués au niveau européen comme des voyageurs oisifs, lesquels finalement sont malgré tout impliqués dans une action politique contraignante de lobbying qui ne s'apparente pas toujours à une promenade de santé, si l'on considère les nombreux voyages effectués et la réelle déstabilisation de la vie personnelle qui en découle. Si l'on y réfléchit bien, les étudiants engagés au niveau européen n'ont d'ailleurs pas réellement une vision plus à long terme que

ceux engagés au niveau national : ils se situent certes à un niveau de temps différent, plus en amont dans la conception de ce qui sera implémenté au niveau national ; mais un étudiant faisait remarquer qu'un des grands défis de l'ESU serait de trouver de nouveaux dossiers pour l'organisation après Bologne, ce qui ne semblait pas chose évidente ; en réalité, l'ESU n'a-t-elle pas connu son essor lorsqu'elle s'est trouvée face au Processus de Bologne ? Chacun ne vit-il pas avec l'actualité de son niveau, et ne souhaite-t-il pas obtenir, à son niveau, des résultats concrets dans les temps impartis par son mandat ? Rien de plus normal – le seul problème étant que la courte durée des mandats étudiants réduit nettement le champ d'horizon du travail possible. Ainsi se trouve-t-on devant une représentation en cascade où chacun estime agir au niveau le plus pertinent d'action, alors que « les autres » ne seraient que des paresseux, tous cherchant en réalité à satisfaire leur soif de « réaliser quelque chose ».

Le manque de moyens financiers et humains influence aussi beaucoup le traitement de ces questions : lorsque l'actualité nationale est bouillante et qu'il faut agir, tous les membres se concentrent sur ce niveau de pouvoir qui demeure essentiel, et les problématiques dépassant l'Etat sont un moment mises sous le boisseau. La priorité, implicite mais aussi explicite, reste au national, dans les organisations de représentation étudiante nationalement structurées étudiées dans nos quatre pays.

Enfin, des micro incompréhensions nourrissent tous ces phénomènes et attisent un rejet de l'international déjà bien structuré par les éléments mentionnés. Le fait pour les délégués de présenter leurs dossiers en utilisant des documents ou des termes anglais (effectivement employés dans les cercles où ils sont actifs) peut par exemple agacer. Doit-on aller jusqu'à parler de choc culturel, de choc linguistique ? Il semble en tout cas aussi difficile d'entrer dans la sphère européenne que d'en sortir, à l'entrée vu la difficulté du langage, des techniques et des comportements à endosser, mais à la sortie aussi, vu la difficulté à s'en débarrasser pour s'adresser à des collègues de niveau national qui n'ont pas subi la transformation culturelle en question. Etre passeur de l'international n'est donc pas facile, et il est possible que les représentants en question restent « coincés dans la porte » s'ils ne font pas le choix de s'investir définitivement sur les questions internationales, ou de sacrifier leur nouvelle culture internationale à de bonnes relations avec leurs collègues dans le contexte national. Ces conclusions entrent encore une fois en écho avec celles faites par A.-C. Wagner sur la CES, qui explique qu'on « revient » rarement de l'international [Wagner, 2005].

En réalité, le délégué international sera probablement toujours mieux reçu dans une section locale que dans un Bureau national : au niveau local, tout se passe comme si le temps coulait plus lentement, permettant de « ne pas faire que de l'actualité ». La relation de face à face entre délégués de l'international et militants du niveau local est cependant rarement institutionnalisée (au contraire de la relation européen/national, qui s'actualise de fait dans la personne des délégués), et dépend autant de la volonté des délégués en question que de la culture de l'organisation concernée. On constate la plupart du temps une déperdition de l'information entre niveau européen et niveau local, le niveau national ne jouant pas toujours le rôle de courroie de transmission qu'on pourrait s'attendre à le voir jouer en théorie, pour toutes les raisons qu'on a données en décrivant la culture et la routine quotidienne du niveau national.

En conclusion, la définition de l'intérêt étudiant au national est fort différente de celle qui prévaut au niveau international. Mieux : elle s'exprime d'une façon tellement différente qu'il est presque impossible pour les deux parties de s'entendre dans la discussion – non sur le fond, mais dans les mots, parce que les mots semblent tout à coup prendre une dimension autre, un contexte autre, et donc, signifier autre chose. Peut-on vraiment raisonner ensemble lorsqu'on agit à deux niveaux de pouvoir différents ? C'est une question fondamentale que se doivent de traiter les études multi-niveaux, et nous l'avons abordée ici sous l'angle de la culture et de la communication interculturelle, de façon sans doute pessimiste, mais surtout en soulignant des éléments rarement mis en évidence comme le contexte quotidien de chaque niveau d'action, la culture de groupe, la routine non mise en question, les préoccupations personnelles et l'allocation du temps de militance en fonction de ces éléments. Rappelons enfin que ce problème, pour la définition d'intérêts communs en Europe, ne se pose pas

qu'entre trois échelons, mais entre une intrication de structures à trois échelons, puisque chaque pays possède la sienne. Et à la différence des langues culturelles de chaque niveau de politique, il faut ajouter la différence de langue tout court, et de culture tout court, que porte chaque pays engagé dans une possible coopération, et qui ne pouvait faire l'objet d'une exposition dans ce papier déjà très fouillé. Voilà qui donne bien du travail aux étudiants européens pour éveiller une conscience politique européenne.

CONCLUSION ET OUVERTURE :
QUELS MOYENS ET QUEL LEADERSHIP
POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE CONSCIENCE POLITIQUE EUROPEENNE
CHEZ LES ETUDIANTS ?

Qu'il s'agisse par exemple de la diversité des rétributions attendues par les individus (fête, griserie du pouvoir, plaisir de « jouer au diplomate », amitiés nouées, reconnaissance, espoir d'une carrière etc.) ou des différents horizons politiques d'action concernés (l'université et la ville, le pays et le ministère, l'Europe et la Commission), on voit combien les groupes de représentation étudiante sont divers. Il existe de nombreuses dimensions mettant en opposition entre les groupes, comme les compétences valorisées en leur sein (l'interculturel ou au contraire le réseau local, l'expertise ou plutôt le tractage et la vulgarisation, l'expérience politique ou le spontanéisme, les valeurs ou alors la stratégie), le rapport au temps préféré (court, long, stressé ou non), le type de lien social en jeu (amitié, compétition, fraternité d'armes etc.), le rapport au politique (démonisé, désiré, méprisé, etc. ; la vie « pour » la politique ou « de » la politique) ou la culture organisationnelle (mimétique des institutions légitimes, ou au contraire contestataire). En effet, ce qui *fait sens* pour le groupe constitue sa culture en tant que système de signes sensés, culture réactualisée chaque jour dans un environnement donné qui a ses acteurs, ses limites, ses problématiques, son histoire. Dans cette mesure, le travail de construction d'une résistance structurée au Processus de Bologne reste d'ampleur, car il demanderait une modification fondamentale du paysage décrit : l'inoculation d'un élargissement de l'horizon de pensée vers le niveau politique européen, la conscience d'une origine des politiques non plus limitée au gouvernement national.

Cependant, le travail de l'ESU ne peut être sous-estimé. Même si elle est formée d'une série d'individus sélectionnés socialement de façon implicite parmi les militants plus « ordinaires » des niveaux local et national, son travail est bien l'expression de ce que peut réaliser le mouvement étudiant européen aujourd'hui : s'insérer dans un processus politique dont les étudiants avaient été exclus dès le départ et y introduire sa marque à travers la notion de « dimension sociale », devenue l'un des points du Processus de Bologne dont la progression est évaluée pour chaque pays au même titre que la mise en œuvre des crédits ECTS (*European Credit Transfer System*) ou du système de diplômes à double niveau. Si ce sont les membres de la fédération qui sont garants au niveau national des avancées gagnées au niveau européen, on doit sans ambiguïté souligner que l'intérêt étudiant *est défendu* face aux institutions européennes. Cependant, les étudiants qui sont les bénéficiaires de cette action n'en sont presque jamais conscients, pour les raisons de contextualisation quotidienne de l'action politique qu'on a données. Cela n'est guère surprenant pour les étudiants lambda, qui comme les citoyens des Etats se contentent bien souvent de tracer leur chemin personnel sans connaissance des rouages organisant leur société qui ne les gênent pas directement. Mais pour les militants, la question doit en tout état de cause être posée d'une autre façon.

Avant de clore cette réflexion, considérons quelques autres facteurs qui s'ajoutent à la *différence européenne* qui y a été explorée. Si nous sommes en effet entrée dans le détail dans l'analyse des cultures, ce n'est pas pour en faire un argument explicatif, mais pour en faire le récit utile, suivant Clifford Geertz : « la culture n'est pas un pouvoir, une chose dans laquelle on peut trouver la cause d'événements sociaux, de conduites, d'institutions, ou de procédures ; c'est un *contexte*, quelque chose qui permet de les décrire intelligemment, c'est-à-dire en épaisseur. » [Geertz, 1973 : 14] La différence entre pays, entre niveaux, reste un problème de

fond patent pour l'action collective en Europe. D'autres facteurs s'y surajoutent encore, que nous ne pouvons explorer dans les limites de ce papier, mais qu'on peut évoquer rapidement.

Tout d'abord, un problème de ressources. Le manque de moyens financiers dans nombre d'organisations européennes a pour conséquences la réduction des activités à des secteurs précis, en fonction de l'urgence et des buts assignés à l'organisation par les individus engagés, et une réduction des déplacements géographiques coûteux, ceux-là mêmes qui peuvent participer à forger une conscience européenne à travers la participation à des « moments de chaleur » internationaux, à l'ESU ou dans des Forums. Le manque de moyens humains ensuite, découlant du désinvestissement militant chez les jeunes, de leur désamour du politique et de leur orientation consumériste attestée, entraîne la réduction des activités à certains secteurs selon les désirs des étudiants engagés, secteurs parmi lesquels l'international passe souvent à la trappe au profit de la fête ou de l'offre de services.

L'absence de carrière claire suite à l'engagement international a aussi des conséquences ; certes, les militants de l'ESU trouveront à recycler les compétences développées lors de cette expérience militante, comme l'a montré l'enquête effectuée sur leur futur professionnel [Genicot, 2005]. Cependant, les voies sont fort variées et aucun horizon évident (comme un parti politique déterminé à la sortie d'un syndicat déterminé) n'attire et n'incite à la professionnalisation comme ce peut être le cas au niveau national. Les individus se centrent dès lors sur leurs intérêts à court terme, dans l'environnement local. Or la non-professionnalisation engendre une grande incertitude dans la gestion des crises, un déficit de formation et d'information chez les individus, et une focalisation des militants sur les rétributions directes de leur participation au groupe. Dans la logique de court terme, on observe en outre un turnover rapide des individus engagés dans les groupes. Pour le dire clairement, peu se projettent dans l'expérience européenne et entendent y investir sans être sûr d'en récolter les fruits ; les seuls qui perçoivent l'intérêt de cette expérience sont sans doute ceux qui sont socialement prédisposés à la vivre.

Une force coordinatrice fait cruellement défaut aussi au mouvement étudiant européen. Comment fonctionn(ai)ent les phénomènes humains internationaux que sont les multinationales (Coca-Cola), les ONG (Greenpeace), ou certains ensembles politiques (la 3^e Internationale ou Komintern, puis Kominform) ? Existe-t-il un centre coercitif puissant permettant de lier toute la différence culturelle des groupements de représentation étudiante ? Qui pourrait diriger un grand mouvement étudiant européen ? Le pouvoir de l'ESU ne dépend-il pas en dernier ressort de sa capacité à se faire mieux connaître de sa base pour diffuser des lignes d'action ? Imaginons un instant ce que serait cette fédération qui déjà réussit à faire entendre sa voix au niveau européen, si elle était capable d'organiser des manifestations coordonnées suivies¹⁸ en Europe ! Mais sans force coercitive, sans coordination par le marché, et en l'absence de tout autre mécanisme que l'échange d'information (qui ne suffit en rien à contraindre), les choses sont sans doute provisoirement condamnées à l'inertie, dans une situation qui cependant permet des résultats, puisque l'addition des références nationales sert la fédération ESU dans sa quête de légitimité au niveau européen.

Pour finir ce papier en dissolvant un possible malentendu, il ne constitue en rien une profession de foi visant à montrer pourquoi l'Europe ne pourrait se faire. Au contraire : peut-être l'identification honnête et concrète des phénomènes anthropologiques à l'œuvre sur ce semi-continent éminemment complexe, à l'image des rues moyenâgeuses de toutes ses villes, constitue-t-elle un premier pas vers leur résolution sensée.

¹⁸ Des manifestations coordonnées ont déjà été lancées mais elles n'ont généralement atteint qu'une faible ampleur.

BIBLIOGRAPHIE

- AGRIKOLIANSKY, E., ET SOMMIER, I., DIR., 2005, *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, série « Pratiques politiques ».
- AGRIKOLIANSKY, E., ET CARDON, D., 2005, « Un programme en débats : forum, formes et formats », in AGRIKOLIANSKY, E., ET SOMMIER, I., DIR., *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, série « Pratiques politiques ».
- ANZIEU, D., et MARTIN, J.-Y., 1968 (1997 revue), « La dynamique des groupes restreints », Paris, PUF.
- BENTLEY, A., *The process of government*, Evanston, Principia Press, cité dans MOESSINGER, P., *Les fondements de l'organisation*, Paris, PUF, 1991, coll. « Le sociologue ».
- BRAUD, PH., 2000, *Sociologie politique*, Paris, PGDJ.
- BRUGIDOU, M., ET ESCOFFIER, C., 2005, « Mobilisation, cadrage et opinion publique territoriale. A propos d'un projet de construction de ligne THT dans le Lot », <http://www.afsp.mshparis.fr/archives/congreslyon2005/lyon2005.html>.
- CRETTIEZ, X., ET SOMMIER, I., DIR., 2002, *La France rebelle*, Paris, Michalon.
- ELIAS, N., 1985, *La société de cour*, Paris, Flammarion, coll. « Champs » (trad. de l'allemand).
- ESIB, 2005 a, *The Black Book of the Bologna Process. The students' handbook to malpractices in the implementation of the European Higher Education Area*, Bergen, également en ligne sur <http://www.esib.org/documents/blackbook.pdf>.
- ESIB, 2005 b, « Outcomes of the Bergen summit », *ESIB Monthly Newsletter*, n°17, 15 juin, <http://www.esib.org/newsletter/2005-06.php>.
- FILLIEULE, O., ET BLANCHARD, PH., 2005, « Carrières militantes et engagements contre la globalisation », in AGRIKOLIANSKY, E., ET SOMMIER, I., DIR., *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, série « Pratiques politiques ».
- GEERTZ, C., 1973, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books.
- GENICOT, G., 2005, « A l'école buissonnière du lobbying », in MICHEL, H., DIR., *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne*, Strasbourg, PUS, pp. 113-141.
- GOFFMAN, E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne, 1. La présentation de soi*, Paris, Minuit.
- GROSSMAN, E., ET SAURUGGER, S., 2006, *Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Collin, coll. « U », série « Sociologie ».
- HARDT, M., ET NEGRI, A., 2004, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte.
- HOMANS, G., 1950, *The human group*, New York, Harcourt Brace & Co, cité dans MANN, P., *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Armand Colin, 1991, coll. « U », série « Sociologie ».
- LE BRETON, D., 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », série « Manuels ».
- MARKS, G., ET MCADAM, D., 1999, « On the relationship of political opportunities to the form of collective action: the case of the European Union », in DELLA PORTA, D., KRIESI, H., ET RUCHT, D., DIR., *Social movements in a globalizing world*, Basingstoke, McMillan.
- MICHEL, H., DIR., 2006, *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne*, Strasbourg, PUS, 2005
- MARCUS, G. E., 1998, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-sited Ethnography », in *Ethnography Through Thick and Thin*, Princeton, Princeton University Press.
- MIRZA, V., « Une ethnologie de la mondialisation est-elle possible ? », *Anthropologie et Sociétés (Politiques jeux d'espaces)*, vol. 26, n°1, 2002, www.erudit.org/revue/as/2002/v26/n1/000708ar.html, p.11.

- MORAVCSIK, A., 1993, « A Liberal Intergovernmental Approach to the EC », *Journal of Common Market Studies*.
- NEVEU, E., 2005. Interventions d'Erik Neveu qui était lors du 8^e congrès de l'AFSP à Lyon discutant de la 2^e session de la table ronde « Où en sont les théories de l'action collective », intitulée « Dimensions symboliques de la construction des causes » et consacrée en large partie à la théorie du *framing* et à sa critique en règle. Congrès de l'AFSP, Lyon, 14-16 septembre 2005. Notes personnelles.
- OLLITRAULT, S., 2001, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol. 51, n^{os} 1-2, pp. 105-130
- OLLITRAULT, S., 1996, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire : le cas de l'écologie française », *Politix*, n°36, 4, pp. 141-163.
- SCHEMEIL, Y., 1985, « Les cultures politiques », in GRAWITZ, M., ET LECA, J., *Traité de science politique*, Paris, PUF.
- SCIARRONE, R., 2000, « Réseaux mafieux et capital social », *Politix (Les mafias)*, n°49.
- SKOCPOL, TH., 2003, *Diminished Democracy : From Membership to Management in American Civic Life*, Norman, University of Oklahoma Press.
- WAGNER, A.-C., 2005, *Vers une Europe syndicale. Une enquête sur la Confédération européenne des syndicats*, Paris, Editions du Croquant, coll. « Savoir/Agir ».